

**Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation  
ONARS**

**EVALUATION MULTISECTORIELLE  
DE L'IMPACT DE LA SECHERESSE A  
DJIBOUTI**

**Conduite par le gouvernement avec les partenaires bilatéraux, ONGs, et  
agences des Nations Unies**

**Février 2006**

## **SOMMAIRE**

<b>I – LE RESUME .....</b>	<b>2</b>
<b>II - L'INTRODUCTION .....</b>	<b>5</b>
2.1 Le contexte de l'évaluation.....	4
2.2 L'objectif.....	5
2.3 L'approche méthodologique .....	5
2.4 La validité et les limitations des résultats .....	6
<b>III – LES RESULTATS .....</b>	<b>7</b>
3.1 Les données générales.....	7
3.2 L'eau, l'hygiène et l'assainissement.....	8
3.3 L'élevage, l'agriculture et la sécurité alimentaire.....	10
3.4 Accès aux services de base : santé, nutrition, éducation.....	13
<b>IV – LES RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>15</b>
4.1 Les actions immédiates (moins de 6 mois).....	15
4.2 Les actions à court terme et moyen terme .....	16
<b>V – LES CONCLUSIONS.....</b>	<b>17</b>
<b>REMERCIEMENTS .....</b>	<b>19</b>
<b>ANNEXE B – LES DONNEES STATISTIQUES ET CARTOGRAPHIQUES .....</b>	<b>34</b>
<b>ANNEXE C – LES SOURCES UTILISEES .....</b>	<b>1</b>
<b>ANNEXE D – LE PLAN DE TRAVAIL DE LA MISSION D'EVALUATION.....</b>	<b>0</b>
<b>ANNEXE E – LA COMPOSITION DES EQUIPES ET COUVERTURE GEOGRAPHIQUE.....</b>	<b>0</b>
<b>ANNEXE F – L'OUTIL DE COLLECTE .....</b>	<b>1</b>

## **I – LE RESUME**

Le 19 janvier 2006, le Gouvernement de la République de Djibouti lançait un appel à la communauté internationale pour une assistance humanitaire suite à la sécheresse qui touche le pays. Celui-ci faisait suite à un autre appel, en Avril 2005, lancé par le pays à la communauté internationale sur les mêmes bases de détérioration des conditions de vie de populations suite à une sécheresse touchant en particulier les districts ruraux de la nation. Cette conjonction d'appels à une assistance extérieure dans un laps de temps relativement court présage d'une vulnérabilité élevée des communautés agro-pastorales occupant les districts de l'intérieur du pays. Dans un contexte sous régional d'une Corne de l'Afrique sévèrement touchée par une insuffisance criante de pluviométrie, et dont la plupart des gouvernements lançaient ces mêmes appels à l'aide, il était important pour les autorités comme pour les partenaires au développement de se donner les moyens de l'analyse et de l'action, de façon cohérente et structurée. L'évaluation conjointe qui s'en est suivie, et dont le détail est exposé dans le présent document, a mis en exergue les éléments suivants :

**Une vulnérabilité significative des communautés pastoralistes.** Du fait d'une érosion progressive mais significative de leurs ressources, la grande majorité des familles et communautés rurales rencontrées semblent fortement dépendante des distributions d'aide alimentaire d'urgence. Ceci est d'autant plus inquiétant que la communauté en question se caractérise justement par son autosuffisance en temps normal. Cette vulnérabilité semble tenir à plusieurs facteurs principaux :

- i) **Insuffisance d'accès à l'eau potable** –pour les hommes comme les animaux-. La pluviométrie insuffisante affecte significativement les retenues d'eau de surface et puits traditionnels, obligeant les populations à parcourir des distances allant quelquefois jusqu'à une demie journée de marche pour parvenir au point d'eau. Les problèmes de l'eau semblent toutefois également intimement liés à une insuffisance de moyens techniques et système de maintenance et de suivi affectés au secteur. Ceci a pour conséquence des pollutions fréquentes de points d'eau existant, ainsi qu'un certain nombre de puits et forages non fonctionnels du fait de défaillance mécanique. L'ensemble de ces éléments a pour conséquence une récurrence d'un accès insuffisant à une eau dont la qualité est souvent discutable, tant pour les familles que leurs troupeaux.
- ii) **Fortes pertes en cheptel** reportées. La plupart des familles indiquent des pertes élevées –estimées entre 25 et 80%-, liées tant au manque d'eau que, récemment et paradoxalement, aux pluies torrentielles qui, associées aux températures d'hiver, ont achevé une partie des bêtes déjà très affaiblies. Bien qu'il soit difficile d'estimer avec précision la proportion des cheptels effectivement perdue, et même la période de temps sur laquelle la perte s'est faite –qui semble parfois s'étendre sur plusieurs années- il n'en reste pas moins un constat de réduction importante de la source principale de ressources des ménages concernés.
- iii) **Vulnérabilité accrue par un manque de capacités/stratégies d'adaptation** une vulnérabilité d'autant plus grande que lesdits ménages n'ont le plus souvent aucune stratégie en place pour pallier à ces manques en ressources, en dehors d'un appel à une assistance extérieure, que celle-ci soit familiale ou d'urgence.

**Déplacement vers les centres urbains pouvant induire une vulnérabilité importante.** Les derniers mois ont vu quelques groupes de familles accoler leurs toukous aux centres urbains, groupes qui semblent totalement désemparés quant à la suite des évènements, et leurs moyens de subsistance...et qui auront besoin d'une attention particulière. De fait, une partie, encore limitée, de la population rurale

semble, au cours des dernières années, avoir fait le choix de cesser de suivre le mode vie pastoraliste pour se joindre aux centres urbains. Que cette décision soit liée à une perception d'insuffisance de ressources liées audit mode de vie, ou une autre raison, elle est le plus souvent liée à une vulnérabilité significative. De fait, l'absence de troupeaux n'est le plus souvent pas compensée par un accès au marché de l'emploi, et induit donc une vulnérabilité accrue du ménage.

**Etat nutritionnel des enfants.** Tout en gardant à l'esprit les limites des mesures du périmètre brachial, la difficulté croissante d'accès à l'eau ainsi que la diminution relative des ressources des ménage de ces derniers mois ne paraissent pas, pour l'instant, avoir affecté significativement la situation nutritionnelle des enfants, probablement grâce aux distributions alimentaires d'urgence. Ceci étant dit, il n'en reste pas moins que les chiffres de malnutrition, notamment relevés dans les structures hospitalières, restent à des niveaux alarmants, et demandent une réaction aussi rapide que possible pour assister et prendre en charge les enfants en situation de malnutrition sévère et/ou modérée avec des protocoles adéquats.

**Nombre de personnes immédiatement affectées/à risque.** L'évaluation estime à 88 000 le nombre de personnes directement affectées par la situation actuelle, dont 88 000 nécessitant une aide alimentaire. Cependant, prenant en compte l'ensemble des facteurs de vulnérabilité le nombre de personnes dites « à risque » serait plus proche des 150 000 personnes.

**Besoin d'adresser les causes structurelles dans un futur à moyen terme.** Au-delà de la réponse à l'urgence, sur laquelle les premières réactions devront se focaliser, il est important également d'étudier et de répondre aux causes structurelles de ces appels à l'assistance répétés sur une courte période de temps. Cette vulnérabilité des populations tient pour partie à un besoin de restructuration et de développement des ressources et moyens de secteurs déterminés, et en particulier des secteurs de l'eau et de la sécurité alimentaire. La question de la diversification des sources de revenus et de nourriture se pose avec force pour les population agro-pastorale, et il reviendra à l'Etat, appuyé par les partenaires aux développement, d'y apporter des éléments de réponse pérennes dans l'avenir.

## **II – L'INTRODUCTION**

### **2.1 Le contexte de l'évaluation**

Le 19 janvier 2006, le Gouvernement de la République de Djibouti a lancé un appel à la communauté internationale pour une assistance humanitaire suite à la sécheresse qui touche le pays. La détérioration des conditions de vie de populations à la suite de la sécheresse touche également les pays limitrophes en l'occurrence l'Ethiopie, le Kenya et la Somalie.

En réponse à l'appel et dans une lettre datée du 22 janvier, le Résident Coordinateur a offert aux autorités djiboutiennes un appui technique du Système des Nations Unies (SNU) pour réaliser une mission d'évaluation et d'identification afin d'aider à mieux circonscrire la situation, identifier les populations et les zones les plus touchées et faciliter par conséquent une bonne mise en œuvre des opérations de secours.

Parallèlement à cette mission, le SNU poursuit et renforce ses opérations d'urgence en cours. Dans le cadre des programmes du PAM, 47.500 personnes en milieu rural reçoivent une aide alimentaire d'urgence, 10.900 élèves bénéficient des cantines scolaires et 11.000 enfants de moins de 5 ans et femmes enceintes et/ou allaitantes bénéficient d'assistance alimentaire. Dans le même cadre des opérations soutenue par le Système des Nations Unies, l'OMS et l'UNICEF poursuivent de concert leurs efforts pour soutenir le Ministère de la Santé dans la structuration d'une politique dans le secteur de la nutrition. Ces deux même organisations ont également joint leurs efforts pour assister le Ministère dans la mise en place au cours de 2005 de quatre tours de vaccination nationale contre la Polio et la rougeole, efforts de prévention nationaux qui devraient se poursuivre au cours de 2006. Enfin, le PAM et l'UNICEF sont également présents dans le secteur de l'eau, construisant pour l'un des puits traditionnels dans le rural par l'intermédiaire d'un programme « travail contre nourriture » tandis que l'autre s'est, à la suite de l'appel de Mai 2005 contre ce même problème de sécheresse, engagé aux cotes du Ministère de l'agriculture pour soutenir la réhabilitation d'un nombre limite de forages ruraux, ainsi que l'opérationnalisation de forages existant grâce à l'achat de matériels additionnels tels que générateurs et pompes.

Les Djiboutiens ne sont quant à eux pas en reste pour porter assistance à ces populations dans le besoin. Sous l'impulsion de la première Dame, un vaste élan de solidarité s'est mis en place depuis maintenant plus de trois semaines. Le Ministère de l'éducation a donné le coup d'envoi, avec une demande à chacun de ses professeurs et de ses enfants d'amener un kilo de céréales. Les entreprises du secteur privé ainsi que les particuliers n'ont cependant pas hésité non plus, joignant aux dons qui des pâtes, qui un chèque en liquide, pour aider l'association des femmes Djiboutiennes à collecter autant d'aide que possible. Il n'en reste pas moins que ces efforts demeurent insuffisant pour subvenir à l'ensemble des besoins sur le terrain, et qu'une aide internationale s'avèrera certainement un élément déterminant de l'aide nécessaire.

Le problème du manque de pluviométrie, et de ses conséquences sur les populations -en particulier rurales- de Djibouti devient de plus en plus récurrente dans le pays. Ces trois dernières années, les pluies ont été en dessous de la normale saisonnière, de 150mm/an, à l'exception des pluies d'avril 2004. En 2004, les pluies d'été (juillet – septembre) ont été rares et celles de la saison fraîche (octobre – février) très insuffisantes. En avril 2005, le gouvernement a lancé un appel à la communauté internationale pour une aide d'urgence, et cela faisant suite à une évaluation conjointe du PAM/ONARS/FEWSNET. L'année dernière, les pluies d'été ont été de nouveau en dessous de la normale saisonnière et celles de la saison fraîche ont eu un retard de 10 semaines.

Les pluies de plus en plus rares auraient pour conséquence directe la baisse du niveau des nappes phréatiques ainsi que l'augmentation du taux de salinité de l'eau devenant ainsi impropre à la consommation humaine. La rareté des pluies a aussi des conséquences directes sur le cheptel dont

l'effectif s'amenuise suite au manque d'eau, ainsi que l'absence des pâturages qui ne se régénèrent pas. Les éleveurs djiboutiens ne peuvent pas toujours se replier pour chercher les pâturages dans les pays voisins car ces derniers d'une part sont aussi touchés par la sécheresse et de l'autre part connaissent une situation d'instabilité sécuritaire. On continue cependant à observer des mouvements importants vers les zones frontalières Shinnile en Ethiopie et au nord de la Somalie

La couverture végétale déjà fortement limitée dans le pays (2% de la superficie du pays) s'amenuise davantage hypothéquant la pratique de l'élevage. Le taux de pauvreté relative de la population surtout dans le milieu rural s'est fortement dégradé pendant les dix dernières années touchant presque la totalité de cette population (96,7%). Bien que le pays soit entrain de mettre en place sa stratégie de sécurité alimentaire à moyen et à long terme, il ne dispose pas encore de moyens adéquats pour faire face à une situation généralisée de sécheresse.

En tout état de causes, la réaction du pays, comme de la communauté internationale, ne devra pas se faire en cercle fermé. Djibouti n'est, de fait, qu'un pays parmi tous ceux de la corne de l'Afrique, qui se trouve touché par cette crise de l'eau. L'ensemble de la sous région est en fait affectée par ce manque de pluie, et les pays affectés ont d'ores et déjà fait appel à l'aide internationale, que ce soit pour le nord du Kenya, le Sud de l'Ethiopie, ou le Sud en centre de la Somalie –cf annexe B pour la cartographie des zones particulièrement touchées-.

L'organisation Météorologique Mondiale a elle-même tiré la sonnette d'alarme, en prédisant que « dans la corne de l'Afrique -...- les précipitations devraient rester inférieures à la normale, ou au mieux proches de la normale dans la plus grande partie de la Somalie, le Kenya, l'est et le sud de l'Éthiopie, le sud du Soudan, le nord de l'Ouganda et le nord-est de Tanzanie. » A noter toutefois que l'OMM précise que ses prévisions ne vont que jusqu'à l'échéance de fin Mars 2006, et que rien n'empêche les pluies d'être au rendez vous à partir d'Avril pour les pays dont la saison humide continue jusque là...Quoi qu'il en soit, un contexte national et régional assez sombre en ce qui concerne l'accès à l'eau pour le pays dans les prochains mois...

## **2.2 L'objectif**

Les cadres techniques du gouvernement et les partenaires en coopération avec les agences du système des Nations Unies ont élaboré et conduit une évaluation rapide des conséquences de la sécheresse dans la République de Djibouti en vue de la préparation d'une réponse nationale appropriée à l'urgence.

## **2.3 L'approche méthodologique**

L'évaluation a été menée en trois phases, incluant une préparation technique (31/01-6/2), la collecte des données complémentaires dans les zones touchées (7-11/2), ainsi que le traitement, l'analyse et la rédaction du rapport d'évaluation (12-16/2). Le plan de travail détaillé de la mission d'évaluation est disponible en **annexe D**. Les résultats et les recommandations du bilan rapide constitueront le point de départ du plan de réponse nationale.

Le bilan rapide comprend une analyse des données existantes secondaires obtenues auprès d'institutions internationales, nationales ou locales ainsi qu'une synthèse de données obtenues lors de déplacements sur le terrain. La référence aux sources utilisées est disponible en **annexe C**.

Pour recueillir les données complémentaires dans les zones touchées, les équipes ont visité le maximum de sites/campements dans les différents points de tous les districts. Elles ont été introduites par un guide local désigné par les autorités locales. Les résultats de l'évaluation par district est disponible en **annexe A**.

- ✓ Douze équipes ont couvert les six districts en cinq jours. Les districts d'Arta et d'Ali Sabieh ont été regroupés et évalués par le même groupe, tandis qu'une équipe s'est focalisée principalement sur le recueil des données au niveau central aux alentours de la ville de Djibouti. La composition des équipes et la couverture géographique sont disponibles en **annexe E**.
- ✓ Chaque équipe était composée de 3 à 4 personnes comprenant un cadre d'une agence des Nations Unies, un professionnel des institutions bilatérales partenaires au développement de Djibouti, un professionnel issu soit du Ministère de la Santé, de l'Agriculture/élevage/eau, de l'ONED, du Fonds social ou un cadre de l'ONARS/Ministère de l'intérieur. Les représentants des institutions spécialisées ainsi que les donateurs se sont joints à l'évaluation rapide.
- ✓ Chaque équipe a produit un rapport synthétique sur l'évaluation par district qui inclue les points spécifiques au district tout en identifiant tant les points critiques ainsi que les éventuelles lignes d'orientation et d'action.

Outre les données transversales, et compte tenu de la nature de la crise, la collecte des données complémentaires dans les zone touchées a été multisectorielle touchant aux domaines de l'eau/hygiène/assainissement, de l'élevage/agriculture/ sécurité alimentaire, de la santé /nutrition et services ainsi que de l'éducation.

Les enquêtes ont été menées auprès des Commissaires de district, des chefs de localités et/ou de sites/campements, des ménages ainsi que des services de santé et des écoles. En complément, les équipes ont mesuré le périmètre brachial des enfants pour permettre de déterminer si un nombre important d'enfants de la région souffrent de malnutrition aigue. L'outil de collecte est disponible en **annexe F**.

## **2.4 La validité et les limitations des résultats**

L'évaluation présente conduit à un certain nombre de résultats et de recommandations qui ont besoin d'être compris dans le contexte limité de l'approche elle-même qui est celle d'un bilan rapide.

L'évaluation n'est pas scientifique même si certains éléments de l'enquête sont quantifiables et que l'échantillonnage a été reparti sur tout le territoire djiboutien. Les évaluateurs ont construit leur analyse à partir d'un nombre limité de faits/observations durant une période donnée et d'explication logique qui ont été renforcés par les connaissances et l'expertise technique de cadres nationaux. Une partie de la réalité peut échapper aux équipes. Le rapport se limite aux détails observés, présente les constantes et les spécificités des districts tout en identifiant les orientations et les actions critiques.

Il s'agit d'une évaluation rapide qui ne prétend pas à produire une mesure précise des différents indicateurs mais qui recherche davantage à établir des tendances et à identifier les éventuels éléments d'alerte.

Il ne s'agit en aucun cas d'une enquête statistique et les outils de collecte ont été utilisés essentiellement dans le but de guider les discussions avec les communautés et les ménages. En effet et malgré une couverture géographique importante (grand nombre de localités à travers l'ensemble des districts), l'échantillonnage n'est pas nécessairement représentatif pour tout ce qui a trait aux interviews auprès des ménages, qui ne font que refléter les rendus des interviews en questions, et donc le ressenti des populations à l'égard du problème. Cette question de représentativité et de fiabilité est également à prendre avec précaution en ce qui concerne les résultats de mesure du périmètre brachial (MUAC) qui ne

constitue en soit qu'un indicateur de mesure relative d'orientation de la situation nutritionnelle du pays, et non une base statistique ou méthodologique exhaustive.

Enfin, il est difficile de procéder à des comparaisons entre districts. La méthodologie principalement qualitative et le manque de données de référence rendent ces comparaisons aléatoires. La phase préparatoire n'a pas permis une formation suffisante pour les questions plus complexes liées aux revenus et à l'alimentation des ménages.

### **III – LES RESULTATS**

#### **3.1 Les données générales**

En dehors des chefs lieux de districts, la majeure partie des populations des districts ruraux semble être affectée directement ou indirectement par ces problèmes de manque d'eau, et leur impact sur le cheptel et, partant, sur l'ensemble des populations agro-pastorales.

De fait, l'immense majorité des chefs de localités et chefs de ménages questionnés font référence à des pertes de cheptel substantielles. Ces diminutions du nombre de cheptel seraient liées à la sécheresse, aux pathologies affectant les troupeaux, la violence des pluies affectant le bétail, ainsi que les prix des denrées alimentaires en augmentation nécessitant des ventes d'animaux supérieures pour un même revenu. Bien que reflétant dans la majorité des cas une érosion progressive du troupeau sur une période de plusieurs années –estimée dans la plupart des cas à entre 2 et 5 ans- , la diminution significative de la taille de leur troupeau semble aujourd'hui être une réalité incontournable pour les pastoralistes.

Ces pertes reportées auraient des conséquences multiples sur le quotidien de ces familles. En tout premier lieu, elles constituent un manque à gagner financier. Du fait du nombre de bêtes limité, et de leur état de santé répertorié comme « malade et faible » par beaucoup de chefs de famille, les répondants indiquent ne pas vouloir/pouvoir vendre dans la période actuelle. Ceci a un impact direct non seulement sur l'apport en ressources financières mais, par là même, sur la possibilité pour ces familles de compléter leur régime alimentaire quotidien par une quantité et diversité de produits du marché adéquate. Cette diminution de liquidité monétaire limite également la possibilité des ménages pour acheter de nouveaux vêtements ou petit équipement qui pourrait agrémenter/faciliter leur quotidien. L'impact négatif sur la taille des troupeaux aurait également un impact non négligeable sur l'alimentation quotidienne des familles, puisque réduisant l'apport en viande pour les adultes, mais également l'apport en lait de chèvres ou de chamelle pour les enfants.

La faible pluviométrie affecte également le secteur de l'eau. Bien des puits et retenues de surface auraient vu leur niveau nettement diminuer au cours des 3 à 4 derniers mois –avec le tarissement de certains-, affectant l'apport en eau aux ménages qui ont décidé dans certains cas d'accélérer leur déplacement vers un point d'eau plus fiable ou, dans des cas plus rares, de se rapprocher des centres urbains dans cette même optique d'un accès à l'eau plus assuré. Les pluies de Janvier ont, paradoxalement, eut en général un effet négatif sur le cheptel. Celui-ci aurait effectivement eut beaucoup de mal à supporter la violence des pluies sur une période de temps très courte ce qui, associé à des températures hivernales anormalement fraîches, aurait eut pour conséquence des décès en masse et, pour nombre de survivants, un état de faiblesse avancé, voire de pneumonie dans certains cas.

L'accès à l'eau a été pointé du doigt par nombre d'équipes d'évaluation comme un problème primordial. Cependant, des injonctions récurrentes se font aussi sur le besoin de mieux gérer les structures et points d'eau, plutôt que sur une absence totale d'accès à l'eau, présenté seulement dans des cas relativement marginaux –en particulier dans le district D'obock- pour lequel l'approvisionnement se fait par camion citerne. Pour le reste, il apparaît que les problèmes indiqués par la population se réfèrent régulièrement à une salinité élevée de l'eau, et/ou une pollution des points d'eau, le plus souvent due à un manque de protection de la partie haute du puits et/ou un manque de séparation entre l'accès à l'eau pour les populations et leur bétail. Ces deux failles semblent entraîner trop souvent des pollution de l'eau qui finit pas n'être consommable ni par les uns ni par les autres. Enfin, certains puits et forage semblent manquer de maintenance ou d'expertise technique relativement simple pour produire l'eau nécessaire aux ménages.

Malgré la diminution des ressources des ménages au cours des dernières années/mois, l'impact sur la nutrition des enfants paraît à première vue être encore relativement modeste voire inexistant. Ceci est certainement à mettre au crédit de distributions de vivres faites tant aux familles qu'aux enfants considérés comme ayant besoin de supplémentation nutritionnelle.

Quelques localités ont accueilli ces derniers mois des familles ou groupes de familles suite à la sécheresse qui a affecté le pays. Il est également à noter qu'une urbanisation relative des familles rurales semble se faire, même si les proportions en reste encore mal delimitées. Ceci pourrait être lié au fait que le mode de vie pastoraliste ne paraît plus pouvoir subvenir aux besoins de la génération suivante avec autant de facilité que précédemment.

De fait, l'immense majorité des familles interrogées exprimaient se reposer en grande partie sur les distributions de vivres régulières pour ce qui concernait leur sécurité alimentaire. Ceci est une indication des plus préoccupantes dans le cadre d'une autonomie supposée des ménages en termes de sécurité, avec des distributions qui ont normalement pour fonction de compléter l'apport nutritionnel autoproduit. En fait, les membres des équipes d'évaluation ont pour plus d'un exprime leur surprise devant le manque de stratégie d'adaptation de la plupart des ménages en difficulté interrogés qui, en dehors du traditionnel appel à la solidarité familiale, semblaient s'en remettre principalement à une aide extérieure...

A ce titre, et en ajoutant les populations rurales recevant d'ores et déjà une aide alimentaire, les enfant ayant accès à la cantine scolaire ainsi que ceux recevant une supplémentation nutritionnelle, le nombre de **personnes affectées recevant actuellement une aide alimentaire est de 70 000**. Ajoutant à cela d'autres facteurs de vulnérabilité tels que : difficulté d'accès à l'eau, difficultés liées à la production agro-pastorale, le **nombre total de personnes affectées est estimé à 88 000**. Cependant, prenant en compte les situation critique de nombre de familles rencontrées, ainsi que la situation généralement particulièrement vulnérable des personnes déplacées ainsi que des populations des périphéries urbaines (en particulier PK 12 et Balabala) n'ayant plus accès au cheptel mais pas non plus au marché de l'emploi, l'évaluation estime également à 150 000 le nombre de personnes à risque dans la situation actuelle.

### **3.2 L'eau, l'hygiène et l'assainissement**

Le régime climatique de la République de Djibouti est caractérisé par une pluviométrie faible et aléatoire, avec en moyenne 150mm de précipitation par an, un vent très fort et une évapotranspiration intense

estimée à 2000mm/an. Il n'existe pas de cours d'eau pérenne et l'approvisionnement en eau du pays est exclusivement basé sur l'exploitation des ressources en eau souterraine.

La variabilité de la pluviométrie, une programmation et gestion déficientes des ressources en eau, conjuguée avec une très grande disparité dans la disponibilité de l'eau se pose en contrainte majeure au développement durable des ressources en eau du pays. En effet, la demande en eau potable en perpétuelle hausse émane d'une population principalement urbanisée à 75%, ayant un taux naturel de croissance élevé (3%).

L'alimentation en eau est assurée à partir des aquifères contenues dans un milieu volcanique complexe où la recharge est exclusivement assurée par l'infiltration de eaux des crues des oueds. Cette alimentation en eau d'irrigation, provenant principalement des nappes alluviales peu profondes, constitue un aquifère des plus vulnérables à toute forme de pollution.

De plus, la rétention de l'eau est un problème récurrent du pays puisque, bien que la moyenne des précipitations soit faible, tout événement pluviométrique dépassant 10mm provoque un ruissellement d'une grande proportion de l'eau qui se déverse alors en mer, ou dans des bassins endogènes dans l'arrière pays.

Aggravant cette disparité inquiétante entre niveau de demande grandissante d'eau dans le milieu urbain et offre d'eau effective, le monde rural tend ces dernières années à peser plus encore sur le déséquilibre intrinsèque du système. Du fait du manque de retenue d'eau, et d'une perception généralisée d'une diminution des nappes, le nomadisme traditionnel perd petit à petit de son ampleur, au profit d'une sédentarisation mal maîtrisée.

Ceci entraîne une concentration autour des rares points d'eau, mettant en péril le fragile équilibre du milieu plus ou moins préservé à travers les âges grâce au respect des règles traditionnelles, avec pour corollaire que, dans toutes les localités visitées, les observations de terrains citent le problème de l'eau comme prioritaire. D'aucuns pourraient pourtant questionner cette allégation :

Il est indéniable que la pluviométrie insuffisante qui sévit depuis les trois (3) derniers mois, mais qui en réalité date des six/sept dernières années, aggrave pendant les saisons sèches la situation de l'alimentation en eau de surface en zone rurale, que ce soit celle des retenues d'eau, puits traditionnels ou puits creusés dans le lit des oueds. Tous ont clairement été pointés du doigt par les répondants comme fortement tributaires d'un manque même temporaire de pluie, et leur diminution entraîne souvent les familles de pastoralistes à faire entre une demie heure et une demie journée de marche pour avoir accès à l'eau.

L'évaluation laisse également apparaître une autre difficulté : En dehors de cas relativement marginaux –tels qu'à Kabah Kabah, Karta ou Kohr Angar- dans lesquels la population est ravitaillée par camions citernes, la question de l'accès à l'eau semble également être un problème d'expertise et de gestion des ressources et d'infrastructure. Les puits de surface sont très souvent creusés insuffisamment profond, induisant effectivement un assèchement total du puit lorsque la nappe descend d'un ou deux mètres alors que l'eau se trouve très probablement un peu plus bas seulement. De façon similaire, beaucoup d'équipes ont rapporté avoir constaté l'existence d'infrastructures apparemment structurées mais qui, faute de maintenance ou de réparation relativement minime, ne fonctionnaient plus du tout.

A noter que la sécheresse actuelle prévalant à Djibouti n'est pas unique dans la région, loin s'en faut, et que les groupes de pastoralistes de la sous région de la Corne sont relativement unanimes dans leur considération des frontières nationales comme d'une ligne virtuelle qui n'empêche nullement un passage

vers un point d'eau plus accueillant, fut-il en pays riverain. Si le manque de pluie venait à perdurer dans les pays limitrophes, il n'est donc pas impossible qu'une migration plus importante de groupe de pastoralistes se fasse vers Djibouti. Il appartiendra au gouvernement et aux partenaires internationaux d'envisager les mesures à prendre, dans le respect des conventions internationales...

### **3.3 L'élevage, l'agriculture et la sécurité alimentaire**

#### ***Elevage***

Beaucoup dans la Corne de l'Afrique avancent que le nomadisme constitue le mode de vie le plus approprié aux caractéristiques climatiques de ces pays très souvent arides et victimes de sécheresses récurrentes. De fait, la transhumance est effectivement fréquemment citée comme moyen de faire face au manque de pâturage et d'eau, et de nombreux troupeaux continuent à être menés sur des pâturages éloignés par exemple en Ethiopie, pour leur permettre de trouver les meilleurs pâturages.

Toutefois, les sécheresses récurrentes de la région, dont les habitants du rural Djiboutien disent qu'elles se sont succédées pendant ces dernières 2 à 5 années, ont aggravé la vulnérabilité du cheptel national. Ceci est d'autant plus grave que lesdites populations basaient leur mode de vie principalement sur la subsistance qu'ils pouvaient tirer des productions animales. Au vu des réponses données par les répondants, il semble que la plupart des chefs de ménages ou de localité estiment avoir perdu une partie importante de leur cheptel. Les chiffres avancés sont importants, et la plupart des interviewés indiquent des proportions évoluant autour de 50% -avec des extrêmes variant de 25 à 80 % selon les districts-. Les pertes sont soulignées comme étant le fruit d'un manque d'eau en quantité suffisante de façon continue ainsi que, paradoxalement, des pluies torrentielles de Janvier 2006. De fait, il apparaît que celles-ci auraient touché de plein fouet un bétail déjà fortement affaibli par le manque d'eau et de nourriture et, associées à des températures de saison plus froide que de coutume, aurait eut un effet extrêmement négatif sur le bétail qui, trop faible, aurait succombé en nombre à la conjonction de ces facteurs négatifs.

Dans la présentation d'un contexte avec des connotations aussi néfastes pour les pastoralistes Djiboutiens, l'évaluation de terrain permet pour partie de qualifier et de mesurer la portée de ces indications autour de trois critères d'appréciation :

- i) La période de temps considérée par les nomades. Après des entretiens plus approfondis, il semble que la plupart des enquêtes basent leur évaluation de perte par rapport « à la belle époque ». De fait, la plupart agréent que ces chiffres sont à mettre en relation avec l'importance de leurs troupeaux il y a de cela 2 à 5 ans.
- ii) Facteurs socio-culturels. Il est important de garder en tête que la société pastoraliste est souvent structurée pour partie autour de la taille des troupeaux des membres respectifs du groupe. Dans un contexte d'entretien public, il est alors compréhensible que les éleveurs restent relativement réticents à citer les chiffres exacts de leur troupeaux « avant », tout comme « maintenant ».
- iii) Les évaluations ont noté que la grande majorité des chefs de familles disaient dépendre en grande partie des distributions mensuelles de vivres. Dans le contexte agro-pastorale, cela dénote un degré de dépendance à un apport nutritionnel extérieur assez inquiétant dans ce contexte de sécheresse récurrente.

Une difficulté additionnelle semble se dessiner, avec un cheptel rescapé apparemment assez affaibli, qui paraît plus touché que de coutume par des pathologies respiratoires (pneumonie), digestives (diarrhée) et parasitaires (tiques, poux). L'existence des prédateurs (chacals et hyènes) constitue aussi un problème sérieux chez les nomades.

Malgré les difficultés d'estimation en termes d'échelle, il semble évident que les populations de pastoralistes Djiboutiens font face à une érosion de plus en plus alarmante de leurs mécanismes de survie. Considérant ne plus avoir assez de bêtes, ils craignent de plus en plus pour l'avenir et la reconstitution de leurs troupeaux, et sont réticents à consommer ou vendre les animaux qu'il leur reste. En dehors de quelques groupes spécifiques –Arta en particulier- la plupart semblent un peu perdus dans ce nouveau paradigme, et comptent énormément pour s'en sortir sur une assistance extérieure, qu'elle vienne de leur famille urbanisée, de l'Etat ou de la communauté internationale...

### ***Agriculture***

Les sécheresses consécutives de ces dernières années, couplées avec les faibles moyens des producteurs (manque d'intrants, équipements...), la flambée des prix des carburants, l'insuffisance de l'encadrement technique ainsi que les problèmes phytosanitaires, ont eu inévitablement des répercussions néfastes sur la production et le rendement des cultures (en maraîchage, production fourragère, et arboriculture fruitière).

En effet, avec la récurrence de la sécheresse devenue cyclique, les éleveurs s'orientent de plus en plus vers la pratique des activités agricoles associées à l'élevage semi-sédentaire. Les produits agricoles permettent aux familles en milieu rural d'améliorer et de diversifier leur alimentation, l'excédant génère un revenu supplémentaire contribuant à l'achat des besoins de première nécessité. La production des cultures fourragères en irrigué permet également l'amélioration de la production de l'élevage semi-intensif.

D'un autre côté, la baisse du niveau de nappe phréatique et l'augmentation de la salinité de l'eau d'irrigation a un impact considérable sur cette activité. Il est possible de minimiser cet effet négatif avec une meilleure gestion de l'eau d'irrigation par l'introduction de techniques appropriées.

Par ailleurs, dans plusieurs sites et localités visités par les équipes d'évaluation, les pratiques agricoles ont été mentionnées comme étant l'une des principales sources de subsistance de la population rurale mais les moyens nécessaires faisaient souvent défaut. Il est à signaler également, que dans un certain nombre de sites, la population se dit prêt à changer leur mode de vie de pastoralistes à agriculteurs. Quelques éleveurs ont même déjà entamé dans certains endroits, des activités associant l'agriculture à l'élevage ( Ali Ouné/ Arta, Obock plus de 32 jardins ..... etc.) et ne sollicitent qu'à être appuyés pour l'extension de ces types d'activités. Il est donc, nécessaire de promouvoir les activités dans ce secteur afin de renforcer les moyens de subsistance et survie de la population rurale subissant les effets néfastes de la sécheresse.

### ***Sécurité alimentaire***

#### ***Accès aux revenus et dépenses***

La vente de bétail et ses produits sont limités pour le moment en raison des faibles prix pratiqués, elle pourrait reprendre si les prix remontent au cours des prochains mois.

Cependant, dans certaines régions, la vente de bétail n'étant plus depuis de nombreuses années la principale source de revenu, cette population dépend en grande partie de l'assistance des proches (installés à Djibouti-ville ou dans les chefs lieu de district) ainsi que des revenus dégagés d'un certain nombre d'activités exercées plus ou moins régulièrement. Il s'agit, dans la plupart des cas, de la vente de bois et de charbon, de feuilles de palmier (*doum*), ainsi que de nattes traditionnelles. Dans certaines régions la vente de produits laitiers et notamment de lait permet aux familles pastorales d'avoir un revenu additionnel, cette activité est limitée en raison de l'état des pâturages et est généralement réservée aux populations disposant d'un cheptel important. Ailleurs (dans certains localités de Tadjourah, d'Arta ou d'Obock, Dikhil, Ali-sabieh) la production maraîchère est également une source de revenu non négligeable. L'extraction du sel du lac Assal et son troc contre les produits alimentaires se perpétue mais les profits dégagés sont en nette baisse en raison de la saturation des marchés en Ethiopie.

Dans les zones les plus enclavées, la très forte solidarité au sein des communautés permet aux familles les plus vulnérables d'être soutenues lors des circonstances difficiles, la population bénéficiant rarement des transferts monétaires envoyés par les proches installés dans en ville. En raison des limites méthodologiques de l'évaluation (*mentionnées au paragraphe II, section 2.4*) il n'est pas possible d'évaluer avec plus de précisions les contributions totales et relatives de ces différentes sources de revenus et d'estimer leur évolution au cours de la récente période.

L'achat de produits alimentaires constitue les principales dépenses de la population. Dans certaines localités l'achat d'aliments pour le bétail ont également été évoquées, il s'agit notamment de brisures de maïs ou de riz. Les dépenses de santé sont extrêmement limitées mais certaines familles ont mentionné des frais liés à la scolarité des enfants. La hausse régulière des prix sur les marchés a souvent été évoquée comme facteur pénalisant pour la population dont le pouvoir d'achat diminue constamment. Dans les zones frontalières, le recours aux marchés éthiopiens permet de faire face à des prix sensiblement moins élevés.

### *Alimentation*

Les produits de l'élevage sont principalement destinés à l'autoconsommation. L'alimentation est essentiellement à base de céréales et est très peu diversifiée. Les produits alimentaires de base sont disponibles sur l'ensemble des marchés visités. La baisse progressive de la production de lait limite la consommation des produits laitiers et peut entraîner à moyen terme des carences notamment auprès des jeunes enfants.

Dans la plupart des cas, les populations rurales consomment 2 repas par jour. Dans les zones rurales frontalières, la population se procure du maïs et du sorgho dans les marchés éthiopiens. Les populations ont généralement recours au troc pour acquérir les céréales nécessaires à leur consommation. Dans les centres urbains, ce sont davantage de produits venant de Djibouti (pâtes alimentaires, huile, riz, sucre) qui sont consommés.

Les distributions alimentaires du PAM, qui couvrent l'essentiel des localités et des ménages visités, constituent un apport important pour les populations et permettent de faire face aux difficultés rencontrées par la grande partie des familles pastorales. En conclusion, la baisse significative de la production du cheptel et de l'agriculture, couplée avec une hausse importante des prix des denrées alimentaires de base sur le marché national, rend l'accès aux produits alimentaires difficile.

### **3.4 Accès aux services de base : santé, nutrition, éducation...**

#### ***Santé et Education***

Les informations ramenées par les évaluations de terrain semblent relativement rassurantes quant à l'impact potentiellement négatif d'un éventuel manque d'accès à l'eau sur l'accès aux services de base.

Pour ce qui concerne l'accès à l'éducation, l'offre en salles de classes et sa distribution géographique pour répondre aux besoins de tous les groupes de familles éparpillés sur le territoire n'est certes pas encore optimale. Ces distances relatives à une école publique a un corollaire immédiat de nombre d'enfants rencontrés qui ne vont pas à l'école, et pour certains n'y sont jamais allés, du fait de la distance à parcourir pour y accéder. De la même manière, certains répondants ont indiqué ne pas envoyer leur enfant à l'école soit du fait d'un coût perçu d'éducation trop important, soit d'un manque d'acte d'identité, auparavant obligatoire pour accéder à l'école. Cependant, très peu de familles ont indiqué avoir enlevé leurs enfants de l'école suite à un impact de la sécheresse sur leurs conditions de vie. Certains ont au contraire indiqué s'être rapprochés des gros villages et centres urbains d'abord et avant tout justement pour permettre aux enfants un accès à une éducation de base. Les problèmes sont donc surtout des problèmes structurels, couverture scolaire insuffisante et des problèmes culturels, notamment quand il s'agit de l'éducation des jeunes filles,

Cette situation d'absence d'impact négatif visible se retrouve peu ou prou dans les centres de santé. Régulièrement pointés du doigt par les répondants comme pas assez nombreux dans le rural, beaucoup de ces centres sont perçus –tant par leurs utilisateurs que les professionnels qui y travaillent– comme insuffisamment équipés, en source d'énergie comme en matériel de soins, ou en systèmes de maintenance. Enfin, une partie des centres de soin semblent avoir été mis en place ou réhabilités sans pour autant qu'un accès à l'eau y soit garanti, un manque de planification –ou de moyens– qui impacte certainement sur l'efficacité des soins dispensés sur place.

Les quelques cas de maladies reportés étaient le plus souvent liés aux enfants, dont certains présentaient des cas de diarrhée récurrente les affaiblissant de manière continue, et d'autres semblaient surtout être affectés par des problèmes d'irritation des yeux, dû au sable et au vent autour des campements et aux espaces non protégés dans lesquels ces enfants évoluent. Ceci étant dit, il apparaît tout de même que la plupart des écueils identifiés plus haut correspondent à des problèmes de moyen et long terme dont le ministère est déjà tout à fait conscient, et non à un impact négatif de la sécheresse sur leur fonctionnement.

#### ***Nutrition***

Pour ce qui concerne la nutrition, les résultats de l'évaluation de terrain paraissent être relativement convergents. En moyenne, chaque équipe a été capable de pratiquer une mesure de périmètre brachial sur entre 70 et 240 enfants par districts. Les résultats amenés par une compilation des mesures semblent à première vue indiquer une proportion de 6 à 20 enfants se trouvant dans la zone (sévèrement malnutris), et une estimation relativement similaire de proportion pour les enfants se trouvant dans la zone de malnutrition modérée.

A l'occasion de la restitution commune à toutes les équipes, nombre de participants ont toutefois tenu à tempérer ces premières impressions. Il apparaît en effet que la plupart des enfants situés dans l'intervalle de malnutrition sévère (à noter qu'aucun enfant n'est à moins de 11 cm) sont des enfants dont l'âge varie entre un an et 15 mois. Les équipes, inquiètes pour ces enfants, ont de plus porté une attention particulière à leur état de santé, et reportent a contrario que la grande majorité d'entre eux ne semble présenter aucun

signe évident ou symptôme de malnutrition sévère, que ce soit une élasticité ou maladies de peau, cernes sous les yeux, os visibles sur des bras décharnés, ventres distendus, yeux amorphes et manque d'énergie, etc...En fait, les quelques enfants qui paraissaient effectivement être faibles et présenter des signes extérieurs de malnutrition étaient souvent identifiés par leurs mères comme des enfants victimes de diarrhées chroniques ou récurrentes, qui conservaient l'enfant en état de faiblesse perpétuelle. Ce lien statistique confirmerait semble-t-il l'importance de la salubrité de l'eau des puits évoquée plus haut, plutôt qu'un manque en apport nutritionnel suffisant pour l'enfant.

L'impression reportée correspondrait alors à l'une des difficultés de l'utilisation du MUAC qui, tout en étant un indicateur utilisé d'évaluation rapide, tend à pécher par excès de précaution en plaçant dans la catégorie des enfants « à risque » nombre d'enfants qui peuvent être simplement de petite taille pour leur âge, sans pour autant manifester de problèmes de malnutrition.

Avec le bémol apporté par les équipes, la situation nutritionnelle des enfants mesurés paraîtrait alors à première vue être meilleure qu'anticipée. Il est toutefois important de relativiser cette impression en prenant en considération les limites méthodologique liées à l'utilisation du MUAC, pour lequel on pourra citer deux facteurs limitatifs :

- a) Le MUAC reste, par essence, un outil de mesure dans des situations d'évaluation d'urgence. Il convient donc de l'utiliser plus comme une mesure permettant de mesurer une orientation du secteur, que comme un outil réellement spécifique, que constituerait plutôt l'utilisation de l'outil poids/taille/âge, tel qu'utilisé dans les enquêtes de ménages de type EDAM/PAPFAM.
- b) L'utilisation méthodologique du MUAC lors de telles évaluations de terrain pêche également par un manque d'exhaustivité. Les équipes mesurent autant d'enfants qu'elles le peuvent dans le temps imparti. Rien ne dit cependant qu'un certain nombre d'enfants de la communauté n'ont pas été mesurés, et que parmi eux se trouvent probablement une proportion d'enfants malades ou trop faibles pour sortir, qui auraient probablement pesé négativement sur les proportions d'enfants malnutris.

Pour une lecture appropriée de la situation nutritionnelle du pays, il est également important d'associer aux éléments d'analyse les chiffres de malnutrition relevés auprès des hôpitaux de référence –Pelletier et Balbala-. Ceux-ci font en effet apparaître des proportions de malnutrition aiguë sévère importants, avec un taux de létalité de 20%. En outre, la question de malnutrition a également été reportée en termes d'insuffisances importantes quant aux mécanismes d'identification, de suivi et de soins disponibles pour les enfants de moins de cinq ans. Il apparaît en effet que les systèmes de santé et de soins ne pourvoient qu'imparfaitement encore aux besoins de ces enfants.

Bien des centres de santé indiquaient faire un rapport poids-taille-âge de l'enfant venant en visite, mais certains avouaient faire ce rapport un peu plus tard, laissant par là le temps à l'enfant de repartir. Dans les cas où l'enfant est identifié et pourvu en supplémentation nutritionnelle grâce aux dotations du PAM, il semble que le suivi de l'évolution de l'enfant ne soit pas aussi systématique que souhaité. De plus, 2 ou 3 personnels de santé avouaient clairement qu'en dehors de ce complément nutritionnel, ils n'étaient pas formés techniquement pour venir adéquatement en aide aux enfants malnutris, ni en termes de connaissances techniques, ni en termes de protocole disponible pour les guider. Ces mêmes problèmes se posent pour la prise en charge thérapeutique des enfants sévèrement malnourris.

**Voir en annexe le tableau/compilation des données par district (nombre d'enfants mesurés, résultats)**

## **IV – LES RECOMMANDATIONS**

**Nota Bene :** Les recommandations qui suivent visent à dresser un état des axes d'intervention. Elles ne cherchent pas à dresser un plan d'action –processus qui devra faire l'objet d'une planification plus détaillée, sous le leadership des ministères concernés-. Par contre, l'équipe d'évaluation a pensé important de différencier deux périodes d'interventions :

- **Des interventions dont les populations ont besoin immédiatement**, et qui pourraient s'échelonner sur les six prochains mois
- **Des interventions plus structurelles**, qui concernent la restructuration ou le développement de secteur ou thèmes donnés, et qui peuvent s'articuler autour des prochains 24 à 48 mois.

### **4.1 Les actions immédiates (moins de 6 mois)**

#### *L'eau, l'hygiène et l'assainissement*

- ✓ **Approvisionnement par citernes pour les communautés qui n'ont pas accès à l'eau**
- ✓ Réhabiliter les puits traditionnels et cimentés dans les zones où les forages n'existent pas (nettoyage/désinfection, maçonnerie, surcreusement, busage)
- ✓ Réhabiliter les infrastructures de surfaces (réservoirs, abreuvoir, bornes fontaines, conduites)
- ✓ Réhabiliter les forages existants (nettoyage, vérification de la pompe, du système électrique, du réseau de distribution)
- ✓ Acheter des équipements électromécaniques (groupes électrogènes, pompes émergées, les colonnes d'exhaures)
- ✓ Acheter des camions citernes et citernes de stockage d'eau dans les zones où aucun point d'eau n'existe
- ✓ Assurer la livraison des carburants pour le fonctionnement des forages
- ✓ Mobiliser des eaux de surfaces par la construction de retenues d'eau supplémentaires pour capter l'eau des pluies (avec préservation de la qualité)
- ✓ Acheter un nombre limité de véhicules tout terrain de liaison (installation des équipements, intervention rapide pour dépannage et entretien des points d'eau)

#### *L'élevage, l'agriculture et la sécurité alimentaire*

- ✓ **Poursuivre les distributions alimentaires à la population rurale au cours des prochains mois**
- ✓ Systématiser un suivi sanitaire du cheptel rescapé notamment en apport vitaminique pour lui permettre de reprendre des forces
- ✓ Fournir des médicaments et matériels vétérinaire
- ✓ Fournir des intrants agricoles (semences maraîchères, fourragères, pesticides, etc.)
- ✓ Fournir des outillages agricoles (brouettes, pelles, pioches, râtaux, etc.)
- ✓ Renforcer les moyens logistiques des sous directions dans les districts de l'intérieur afin qu'elles puissent s'acquitter de leur tâche d'encadrement technique rapproché

- ✓ Augmenter le nombre et les surfaces des jardins existants

*Accès aux services de base : santé, nutrition, éducation*

- ✓ Continuer les dotations en complémentation nutritionnelle pour enfant malnutris et femmes anémiées.
- ✓ Développer des protocoles de prise en charge tant pour la malnutrition modérée que sévère, et former les professionnels de santé à leur utilisation
- ✓ Disponibiliser une quantité limitée d'équipements et matériel nutritionnels destinés à prendre en charge une prise en charge de malnutrition aiguë au moins au niveau de Djibouti
- ✓ Mettre en place un système de surveillance nutritionnelle par le biais de sites sentinelles situés dans les zones à risque dont un nombre relatif d'enfants seraient mesurés et suivis à intervalles réguliers
- ✓ Travailler plus avant avec les personnels de santé pour identifier et traiter au plus vite les enfants malades depuis longtemps ou de manière récurrente, de manière à éviter un effet cumulatif (malnutrition chronique/diarrhées)
- ✓ Sécuriser un approvisionnement en médicaments adéquat pour les centres de santé des districts

## **4.2 Les actions à court terme et moyen terme**

*L'eau, l'hygiène et l'assainissement*

- ✓ Creuser de nouveaux puits cimentés
- ✓ Equiper certains points d'eau en énergies renouvelables particulièrement l'énergie solaire
- ✓ Construire de nouveaux forages pour sécuriser l'accès à l'eau
- ✓ Créer des nouveaux forages pour favoriser les activités agricoles génératrices des revenus
- ✓ Réaliser de nouvelles retenues
- ✓ Construire de nouveaux réservoirs
- ✓ Renforcer les moyens en logistique et matériel techniques des sous direction régionales dans les districts pour assurer une meilleure présence

*L'élevage, l'agriculture et la sécurité alimentaire*

- ✓ Monter des projets de soutien au monde rural améliorant la disponibilité de l'eau (mobiliser les eaux de surface, multiplier les points d'eau)
- ✓ Créer des périmètres fourragers
- ✓ Améliorer les parcours, les zones de refuge, les circuits de commercialisation et les infrastructures routières (ex. de nombreuses études sont déjà disponibles à l'échelle nationale)
- ✓ Créer des périmètres agro-pastoraux autour de points d'eau pour l'installation des éleveurs ayant perdu leur cheptel
- ✓ Introduire des moyens d'exhaures de l'eau qui sont adaptés (e.g. pompes solaires)

- ✓ Réaliser de nouveaux puits et forages
- ✓ Entreprendre cuvelage et protection contre les crues des puits agricoles
- ✓ Développer des activités agro-pastorales (maraîchères et fourragères) et mettre en place d'autres activités génératrices de revenus
- ✓ Mettre en place des stratégies pérennes pour l'amélioration de la sécurité alimentaire

*Accès aux services de base : santé, nutrition, éducation*

- ✓ Continuer le projet de sites sentinelles, ainsi que de nutrition thérapeutique dans les hôpitaux de référence
- ✓ Mettre en place des programmes de complémentation nutritionnelle par le biais de micro-nutriments, ainsi qu'une campagne nationale pour l'allaitement maternel
- ✓ Mettre en place des programmes d'éducation aux parents concernant les apports en nourriture et nutriments importants pour les enfants.
- ✓ Recruter davantage de personnel qualifié pour les postes de santé des districts
- ✓ Doter les équipes mobiles de moyens logistiques additionnels pour étendre la couverture sanitaire
- ✓ Construire davantage des structures sanitaires avec leurs équipements afin de diminuer les évacuations vers Djibouti ville
- ✓ Mettre en place des programmes de formation intensifs en matière d'information et éducation sanitaire

## **V – LES CONCLUSIONS**

**Utilité et importance d'une évaluation multi-partenaires.** Il semble en tout premier lieu pertinent de souligner les notes faites à maintes reprises par l'ensemble des participants à cette évaluation conjointe sur l'importance que ceux-ci attachent tant à la démarche méthodologique qu'à son caractère participatif. Un tel travail d'évaluation, emmené par les autorités nationales, de concert avec les partenaires bi et multilatéraux est utile à plus d'un titre. Il permet d'abord de lisser les modes d'évaluation d'une situation donnée et, par l'intermédiaire d'outils de collecte communs, assure une lecture des événements nationaux sur la base des mêmes déterminants. Il permet aussi de disposer d'expertises diverses lors de l'évaluation elle-même, qui viennent enrichir et diversifier la lecture d'une situation sur le terrain. Enfin il assure une analyse structurée et conjointe sur l'état des lieux de la situation dans le pays, plutôt qu'une possibilité d'avoir une myriade d'évaluations divergentes sur un même problème.

**La réalité d'une fragilité croissante des modes de vie pastoralistes.** Malgré des difficultés d'estimation fine des problèmes étudiés, que ceux-ci tiennent au déficit hydrique, au décès des cheptels, à l'ampleur des problèmes nutritionnels, au déplacements relatifs des populations dans le territoire et/ou vers le milieu urbain, une conclusion s'impose clairement de cette évaluation : les populations agro-pastorales ont vu leurs capacités de survie et d'adaptation s'éroder progressivement, et se retrouvent maintenant dans une situation de précarité relativement élevée. Ces communautés en sont venues à devenir significativement sensibles et fragiles face à des changements climatiques ou d'accès à l'eau si minimes qu'ils soient, du fait d'une incapacité croissante à assurer leur propre sécurité alimentaire de manière autonome. Elles semblent être de plus en plus dépendantes d'une aide extérieure, que celle-ci soit familiale ou d'urgence,

et n'ont développé que peu de mécanismes d'adaptation qui leur permettrait de disposer d'une source de revenus et de nutrition différente d'un cheptel dont l'évolution reste trop attachée à des aléas climatiques qu'ils ne maîtrisent pas. A noter que cette situation semble caractériser une grande partie des familles et localités visitées dans les districts ruraux.

**Une érosion des capacités d'adaptation liée à la récurrence des problèmes climatiques, mais aussi sectoriels.** Cette diminution progressive, mais semble-t-il continue, des capacités de survie des groupes pastoralistes paraît intimement liée à la récurrence des insuffisances de pluviométrie au cours des 2 à 5 années précédentes. Celle-ci a influé sur le niveau des nappes et retenues d'eaux de surface en particulier. Ces fluctuations sur les eaux de surface sont demeurés des éléments endogènes et devenus « normaux » dans un secteur de l'eau en déficit de moyens. Malgré le manque de pluie, il apparaît en effet qu'un certain nombre de raisons de mouvements des populations sont liées à un manque d'accès à l'eau potable, accès qui paraîtrait pouvoir être significativement amélioré par des mesures structurelles –protection et maintenance des points d'eau, existence de retenues d'eau, gestion et suivi des puits- qui, faute de moyens, n'ont pu être mises en place.

**Une réponse aux besoins nécessaire en deux étapes.** Une réponse à cette situation de vulnérabilité des populations rurales est clairement nécessaire. Cependant, *il est important dans la réponse de distinguer deux phases : réponse à l'urgence ; et gestion des problèmes structurels* impactant sur les conditions de vie dans le rural.

- a) La réponse à l'urgence vise prioritairement à éviter des hausses de morbidité et mortalité immédiates dans la population du fait du manque d'accès à de l'eau ou un apport nutritionnel adéquat. Elle devra comprendre, entre autres, une poursuite de l'aide alimentaire actuelle, un approvisionnement en eau pour les populations qui en sont totalement dépourvues, et une réparation des points d'eau dysfonctionnels, prise en charge des enfants malnutris, etc...
- b) La réponse aux problèmes structurels *devra principalement s'articuler autour des secteurs de l'eau et de la sécurité alimentaire.* L'accès à l'eau semble en particulier précaire, et devra faire l'objet d'une révision et redynamisation d'une vision et d'une mise en place sur le terrain à une autre échelle que celle constatée par l'évaluation. Intimement attachée à la disponibilité de l'eau, la thématique de la sécurité alimentaire est tout aussi importante. Dans un contexte apparent d'aridité croissante, il est important pour la nation Djiboutienne de créer des mécanismes et moyens qui vont permettre à ses populations semi-sédentaires de pouvoir compter sur un apport en ressources autres que liées au cheptel. Le développement des activités agro-pastorales peut alors être un moyen d'y parvenir, mais pour ce faire, une gestion rationnelle de l'eau, ainsi que des moyens substantiels en expertise semblent des pré-requis incontournables. A noter le consensus de l'ensemble de l'équipe d'évaluation sur le fait que, *bien que cette deuxième phase de l'action tienne moins du domaine de l'urgence, l'absence de réponse à ce niveau entraînerait pour sûr des risques importants de vulnérabilité et de famine dans les années à venir*, et des conséquences sérieuses sur les taux de mortalité des populations du rural...

## **REMERCIEMENTS**

Le gouvernement Djiboutien remercie par la présente toutes les institutions qui se sont impliquées dans cette évaluation rapide, et notamment :

- Le Ministère de l'Intérieur et de la décentralisation
- Le Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la mer
- Le Ministère de la Santé
- Le Ministère de l'Education et de l'Enseignement supérieur
- Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale
- Les Commissaires des districts
- Les représentants des autorités locales
- Le Système des Nations Unies
- Les partenaires bilatéraux
- Les ONGs
- Les membres des équipes d'évaluation (cf liste en Annexe)

## **ANNEXE A – L'ÉVALUATION RAPIDE PAR DISTRICT**

### **ANNEXA A.1 – DISTRICT D'ARTA<sup>1</sup>**

#### **1. Les antécédents**

Démarrant le mardi 7 février, l'équipe 1 a mené les activités suivantes:

- ✓ briefing avec les autorités administratives civiles/militaires (commissaire et assistants, chefs de poste administratif, représentants des ministères techniques et autorités militaires) sur la situation dans le district, de l'état des populations qui y vivent et de leurs cheptels ;
- ✓ revue avec les autorités traditionnelles et coutumières (« Okals », chefs de villages, de clans et de tribus) de la situation des communautés ;
- ✓ revue avec les familles/ménages et groupes nomades (chefs et des mères de familles) de l'état des foyers, des cheptels, ainsi que l'accès à l'eau et aux revenus ;
- ✓ mesure du périmètre brachial des enfants de moins de cinq ans rencontrés ;
- ✓ prise de clichés photographiques des sites, cadavres d'animaux, points d'eau (uniquement le 1<sup>er</sup> jour) et relevés des positions GPS (où cela était possible).

Les localités visitées incluent:

- ✓ les localités principales et secondaires : Arta, Wéa, Damerjoog, Doudah, Shabeley, Loyada
- ✓ les villages et campements : Atar, Ali Ouné, PK51, Lac Assal, Bouillo Biyolé, Iskoutiir
- ✓ les sites provisoires : Aour Aoussa/Damerjoog, Haadley, Ali Ouné, Loyada, Kalow

#### **2. Les faits et les conclusions**

##### *Briefing avec les autorités d'Arta*

Le Commissaire par intérim considère que la sécheresse sévit depuis plus de huit ans dans cette nouvelle région administrative qui s'étend du Lac Assal (centre du pays) à Loyada (sud est). Contrairement aux autres districts qui bénéficient en moyenne de 3 saisons de pluies par an (Heys, Dirac, Karan), Arta n'en reçoit qu'une seule appelée « XAYS » (Heys) d'octobre à février/mars.

Des mouvements de population relativement limités mais importants se sont greffés autour de points d'eau ou camps militaires (Ali Ouné, Loyada..) et dans les localités où la population est assistée par la distribution alimentaire du PAM (Shabeley, Haadley, Damerjoog, Aour Aoussa). Les autorités estiment l'augmentation de personnes déplacées en raison de la sécheresse à environ 17% passant de 1883 à 2174 familles (250 familles à Ali Ouné, 10 familles au PK51, 1000 familles à Loyada).

Les précipitations tardives de cette année –nettement en deçà de la normale– n'ont pas permis de renouveler les réserves en eau même si elles ont permis de constituer quelques points d'eau (retenues d'eau, puits...) et régénérer, quoique faiblement, le couvert végétal. Un grand nombre de bêtes parmi les animaux les plus affaiblis n'ont cependant pas survécu à la sécheresse.

##### *Situation sanitaire*

Le médecin-chef de la région, le Dr Moukhtar Mahamoud Sougeh a décrit les principales pathologies qui touchent les enfants en bas âge dans le district (tableau ci-dessous).

---

<sup>1</sup> - Equipe 1: Mr Elmi Ahmed, ONARS (point focal), Mr Daoud Zeid, Inspecteur régional de l'éducation nationale, Mlle Halimo Moussa Ismail, Monitrice PAM, Mr Mithaq, Chauffeur PAM, Mr Harbi Omar, Chargé de programme PNUD (rapporteur).

Les cas de malnutrition sévère ont été rencontrés en de très rares occasions (Aour Aoussa...) et surtout chez les enfants de moins de 2 ans. La couverture médicale reste symbolique malgré deux centres médicaux à Arta et à Damerjoog (pas d'infirmier toutefois dans ce dernier cas). Une seule ambulance est mise à la disposition du district pour transporter les éventuels cas d'urgence.

Description des pathologies	Groupes ciblés	Observations
Infections des voies respiratoires	Un tiers (1/3 <sup>e</sup> ) des pathologies Environ 63 % des pathologies des enfants	Les infections respiratoires et les maladies diarrhéiques représentent près de 80% des pathologies de l'enfant
Maladies diarrhéiques	15 % des pathologies Environ 20 % des pathologies de l'enfant	
Anémie (pâleur des muqueuses)	Environ 11% des pathologies Pas de chiffre pour les enfants	Semble être inférieur à la réalité ; les examens biologiques ne sont pas effectués à Arta
Paludisme et fièvre d'Ethiopie inconnue	Environ 10% des pathologies rencontrées	
Etat de malnutrition chronique	Environ 5 % des pathologies des enfants	

#### *Partenaires et/ou institutions*

Le PAM couvre largement le district (localités et campements) et la présence de l'OMS a été notée dans le cadre du programme générateur de revenus « Basic Development Needs » (BDN) limité à certaines localités. Deux organisations non gouvernementales –Al Biri Charitable (nationale) et Kuwait Relief Association (internationale)– sont intervenues ponctuellement et respectivement sur le plan humanitaire (Shabeley) et par la construction d'une mosquée (Karta).

#### *Accessibilité*

La plupart des localités sont accessibles grâce aux routes nationales (1 & 2) qui desservent les régions de l'ouest et du Nord. En revanche, les régions du centre et sud sont relativement difficiles d'accès car les pistes parfois aménagées sont détériorées par les pluies et le trafic assez dense.

#### *Eau & Assainissement*

Le district bénéficie de forages (Shabeley, Boullé, PK50, Petit Bara) qui sont dans l'ensemble fonctionnels sauf un (Gabla Qalan) qui fait l'objet de travaux de réhabilitation. Il existe plusieurs points d'eau naturels et retenues d'eau construites par le gouvernement (Haisamaal près du petit bara, Lé'adu sur la route de Tadjourah...) ainsi que par l'Union Européenne (2 à Qalan Qalei au grand bara). Les forages de l'ONED qui alimentent Djibouti servent aussi à fournir l'eau aux populations des localités au sud (Atar, Damerjoog, Ali Ouné...). L'eau est accessible sauf pour les nomades installés à l'intérieur qui doivent marcher entre 7-8 kms pour atteindre le premier point d'eau.

En ce qui concerne les localités du centre (Karta, Kalow, Lac Assal), elles sont approvisionnées par deux camions citernes (un de l'armée nationale et un second appartenant au district). L'eau est déversée dans des fûts de 200 litres disposés le long des RN 1 et 2 et de la bretelle d'Assal.

L'eau qui est gratuite est considérée comme relativement de bonne qualité dans les forages et les puits. Mais elle semble très trouble dans les points d'eau. Les populations n'utilisent pas de javel et ne font quasiment jamais bouillir l'eau qu'ils ne considèrent comme pas dangereuse. La même source d'eau est en général utilisée pour les hommes et les animaux sauf dans le cas notable de la région de Karta où le bétail est abreuvé dans les puits de l'intérieur des terres (Gerenta...).

#### *Production agricole & sécurité alimentaire*

Du Lac Assal à Loyada, les cheptels ont été touchés par les périodes de sécheresse quasiment continue depuis les 6 à 8 dernières années. Les dernières pluies ont aggravé la situation en achevant les rares bêtes

qui ont survécu. La plupart des familles rencontrées à Lac Assal, Loyada, Damerjoog ou au PK51 ont déclarés avoir perdu au mieux de 25 à 30 % de leurs effectifs au pire des cas de 50 à 75 %.

Les cheptels observés étaient quasi-exclusivement composés de caprin et de camelin (en relatif mauvais état) et peu ou pas d'ovins – ce qui est très significatif car ils sont les premiers à disparaître dans les périodes de sécheresse. Au cours de la mission plusieurs dizaines de cadavres d'animaux morts (environ 10 moutons, 50 chèvres et deux chameaux...) ont été relevés et photographiés près des routes et à l'intérieur des terres dans les secteurs de PK51, du Petit Bara et de Ali Ouné.

Selon les spécialistes de l'élevage et les nomades, les pathologies animales les plus courantes, sont les affections respiratoires (bronchites, pneumonies...), les parasites (tiques, poux...) et enfin les infections virales (épizooties...). Enfin, une recrudescence de fauves (essentiellement des hyènes...) s'ajoute à la liste des calamités qui s'abattent sur les animaux des nomades.

La vente de bétail n'est plus depuis longtemps une source de revenus pour les nomades. C'est une constante dans toutes les localités visitées.

En matière d'agriculture, il existe de nombreux petits jardins où l'agriculture maraîchère est pratiquée dans le sud est (Doudah, Damerjoog, Atar, Wéa, PK20...). Cette situation contraste avec celle du Lac Assal où, faute d'eau, de tradition agricole ou de moyens, il n'y a pas de jardins mis en place.

Dans les camps de Ali Ouné, les nomades installés ont commencé à construire de petits jardins sans véritables moyens mis à disposition. L'absence de pâturage ou de nourriture pour le bétail a réduit la valeur commerciale des animaux et la régularité de l'approvisionnement des marchés de Djibouti. A titre d'exemple, il a été noté une hausse des prix du kilogramme de la viande sur le marché de Djibouti (500 fdj à 800 fdj pour le Kg de viande de chèvre et de bœuf, 50 fdj à 100 fdj pour le Kg de tripes...).

Les revenus des nomades en sont considérablement affectés. Outre l'assistance alimentaire du PAM, ceux-ci vivent de maigres transferts monétaires de leurs proches, de petits emplois de porteurs ou de gardiens (Lac Assal, Damerjoog, Ali Ouné...). Ils vendent également du charbon de bois et du bois de chauffe posant un grave problème à l'environnement et accentuant ainsi une désertification qui a déjà éprouvée la maigre végétation résiduelle (surtout dans le sud-est, Doudah, Damerjoog, Petit bara ...).

### **3. Les recommandations**

#### *Immédiates :*

- ✓ Poursuivre l'assistance alimentaire car la saison des pluies largement entamée n'a pas donné le niveau de précipitations nécessaires à garantir la transition jusqu'aux prochaines pluies prévues pour avril/mai et juin/juillet ;
- ✓ Sécuriser l'accès à l'eau surtout dans le centre par la construction de forages (Lac Assal, Karta, Grand Bara, Omar Jagac...), par la mobilisation des eaux de surfaces et par la construction de retenues d'eau supplémentaires pour capter l'eau des pluies et l'entretien de celles qui existent à Aduu Kooma , Lé Adu et au Grand Bara.
- ✓ Restaurer la présence des sub-divisions des départements ministériels sectoriels et techniques (agriculture, élevage et services vétérinaires, hydraulique, santé, éducation...)

#### *A court et moyen terme :*

Permettre aux populations de se prendre en charge et de sortir du cycle sécheresse / pauvreté / assistance alimentaire par la promotion d'activités génératrices de revenus à travers le projet Fonds Social de la BAD ou FIDA dans les domaines où un potentiel est avéré comme pour :

- ✓ l'agriculture maraîchère dans le sud est (Damerjoog, Doudah, Atar, Ali Ouné, Shabeley, Wéa, PK20...) qui est une zone à fort potentiel agricole en développant des projets de formation et de fourniture d'intrants agricoles avec une composante préservation de l'environnement;

- ✓ la pêche dans le sud est (Damerjoog, Loyada) et centre (Lac Assal...) où le potentiel est considérable en fournissant outre la formation au métier de la pêche, la mise à disposition d'équipement adéquat (bateaux, filets...);
- ✓ l'artisanat (tout le district) en renforçant l'embryon de savoir faire local par la formation et la promotion de circuits de vente et de commercialisation.

**Annexes:** (1) liste des localités & forages visités dans le district d'Arta (voir annexe B) et (2) liste des personnes rencontrées (disponible sur demande)

## **ANNEXE A.2 – DISTRICT D'ALI SABIEH**

### **1. Les antécédents**

Malgré quelques inconvénients mineurs, la mission s'est déroulée de façon satisfaisante. Le maximum de sites possibles a été couvert dans le district à l'exception des zones difficiles d'accès. Il est à signaler le rôle prépondérant du HCR pour la logistique et l'UNICEF pour avoir assuré le carburant et les per-diems pour les équipes du district durant cette mission.

La mission s'est d'abord rendue à Ali-Sabieh-ville pour avoir une première réunion de travail avec le Commissaire de la République et le Chef du district d'Ali-Sabieh. Au cours de cette réunion il y a eu aussi une planification des activités. L'équipe a couvert le district en trois jours : les environs du chef lieu, au Grand Bara et à Dasbio (7 février) ; Assamo, Ali-Addé et de Biyo Khalaf (8 février) ; Beyaaddé, Gachamalé, Holl-Holl, Kabah-Kabah (9 février).<sup>2</sup>

### **2. Les faits et les conclusions**

Le Commissaire de la République a indiqué qu'une équipe de son district a fait une tournée les 3 et 4 janvier 2006 et a fait un rapport sur la situation alarmante surtout pour le secteur Kabah-Kabah, Hol-Hol et Goubatto. La mission a demandé une copie de ce rapport mais ne l'a pas encore reçu. Le Commissaire a mentionné que grâce à la distribution régulière d'aliments par le PAM, la catastrophe a été évitée. Il a suggéré de procéder à une distribution immédiate auprès de Kabah-Kabah et Bihidlé.

Lors d'une mission précédente effectuée par les services vétérinaires du 20 au 22 décembre 2005, dans ce district, dans le cadre de ses tournées habituelles, il a été constaté :

- ✓ Kabah-Kabah : il n'y avait plus de végétation, l'eau n'était pas disponible. La population était alimentée à partir de Hol-Hol par camion citerne. La quasi-totalité des cheptels visités était dans un état de dénutrition avancée, beaucoup d'animaux ne pouvaient plus se déplacer. De nombreux cadavres étaient visibles dans certains endroits. Chez les éleveurs, 11 chefs de familles interrogés ont signalé la perte de 597 petits ruminants sur un total de 2101.
- ✓ Hol-Hol : la situation était la même. 30 chefs de familles interrogés ont signalé la perte de 1007 petits ruminants sur 4215.

Malgré les récentes pluies, la situation est toujours difficile. La population rurale a perdu une grande partie de son capital qu'est le bétail. Les éleveurs parlent souvent des pertes avoisinant les 80% (perte sécheresse + pluie). L'équipe a constaté une centaine de cadavres près des pistes, correspondant à du bétail mort après les pluies récentes.

---

<sup>2</sup> - Equipe 2: Dr. Moussa Ibrahim Cheick, Directeur de l'Elevage et des services vétérinaires, MAEM-RH (team leader et rapporteur), Mr. Thomas Davin, Coordinateur de Programme UNICEF, Mr. Hassan Said Mohamed, Assistant Principal de Protection HCR, Mme Safia Abdourahman Abdallah FAM/Assistante

Les ruraux ne peuvent plus faire face aux besoins habituels de base, sur le plan alimentaire et vestimentaire. Ces gens semblent aussi avoir perdu leur capacité à gérer leurs difficultés.

En attendant l'analyse des données collectées, le premier constat est le suivant :

- ✓ La couverture végétale est satisfaisante pour les 2 mois à venir, mais il faut un minimum de 5 mois pour qu'un petit ruminant produise ;
- ✓ Des pathologies telles que des pneumonies, des stomatites, du parasitisme interne et externe, des diarrhées ont été décelées chez le cheptel rescapé. D'une manière générale celui-ci est en mauvais état et nécessite une aide urgente en soins et apport en vitamine ;
- ✓ Hormis les forages, les puits traditionnels sont ensevelis par les récentes crues notamment à Biyo-kalaf, Béya-addé, Kabah-kabah. Il y a un risque sanitaire pour la population qui utilise les puits traditionnels non protégés et les eaux résiduelles des crues ;
- ✓ En terme de revenus, la vente de bétail étant limitée, les nomades qui ne bénéficient pas de transfert d'argent, se tournent en majorité sur la vente de bois/charbon ; cela pose un problème d'environnement ;
- ✓ La population nomade a un besoin urgent en aliments, habits chauds (plus ou peu de revenus pour acheter le nécessaire de base) ;
- ✓ La dénutrition des enfants de moins de cinq ans observée est modérée ; une conséquence indirecte des efforts d'assistance alimentaire auprès de la population rurale ;
- ✓ Les responsables de localités visitées ont aussi signalé l'afflux de familles sinistrées qui demandent assistance auprès des différentes localités, notamment à Ali-Sabieh-ville, Assamo, Ali-Addé, Hol-Hol et Kabah-kabah.

### **3. Les recommandations**

*Immédiates :*

- ✓ distribution rapide des aliments, vêtements (chauds) à la population rurale en tenant compte de l'afflux important autour des localités ; les familles n'ont plus ou pas les moyens d'acheter le minimum nécessaire ;
- ✓ prise en charge rapide par les C.M.H de la population infantile dans le secteur concerné
- ✓ suivi sanitaire du cheptel rescapé notamment en apport vitaminique pour lui permettre de reprendre des forces
- ✓ amélioration de l'eau sur le plan quantitatif et qualitatif notamment par le réaménagement et le nettoyage / désinfection des points d'eau.

*A court et moyen terme :*

Afin d'atténuer les sécheresses récurrentes et de modérer le coût engendré par les opérations d'urgence, il y a lieu de monter des projets de soutien au monde rural : des projets améliorant le disponible en eau (mobilisation des eaux de surface, multiplication des points d'eau), création de périmètres fourragers, l'amélioration des parcours, des zones de refuge, amélioration des circuits de commercialisation, amélioration des infrastructures routières, etc. A noter que des études sont disponibles à l'échelle nationale.

## **ANNEXE A.3 – DISTRICT DE DIHKIL**

### **1. Les antécédents**

Les équipes 3 et 4 ont visitées les localités suivantes: Abaïtou, Galamo, Gorabous, Garabays, Hanle 1&2, Agna, Galafi, Yoboki, Mouloud, Arwo, Lahadou, Bondara, Sankal, Lac Abbé, Koutabouya, As-Eyla, Kontali, Goladabo, Gaggade, Boucboucto, Daoudaouya.<sup>3</sup>

### **2. Les faits et les conclusions**

Précipitations : une partie du district a bénéficié des dernières pluies (*Heys*) qui ont arrosé les régions côtières. Quant aux régions de l'intérieur, celles-ci n'ont pratiquement pas reçu d'averses.

Il n'a pas été constaté de mouvements inhabituels de population. Il n'a pas été observé de manière significative de rassemblements de populations autour des points d'eau ou en périphérie des localités urbaines. En raison de la transhumance, un certain nombre de familles nomades se trouveraient en Ethiopie dans cette région. Il s'agit de mouvements habituels qui ont lieu chaque année. Cependant, en raison de l'irrégularité des pluies, on note depuis quelques années des perturbations au niveau des dates et de la durée de cette transhumance.

#### *Accès à l'Eau*

Le manque d'eau est un phénomène récurrent et commun dans presque toutes les localités visitées. Ce sont principalement des problèmes de distance, de maintenance et d'approvisionnement en carburant. Hormis les postes administratifs et les rares localités qui disposent de forages fonctionnels, pour le reste de la population rurale les principales sources d'approvisionnement en eau sont les puisards situés dans les lits des oueds. Pour un certain nombre de localités visitées, la première source d'eau disponible pour la population se trouve à environ 3 heures de marche. Dans certaines de ces localités, des forages non fonctionnels ont été relevés.

De plus, à Daoudouya, où un forage avec pompe (panneaux solaires) approvisionne la population, il y a crainte que la demande ne dépasse bientôt les capacités.

Les points d'eau sont indifféremment utilisés par la population et le bétail. Ce qui peut causer des problèmes d'hygiène. La population ne dispose pas de moyens pour traiter l'eau et l'eau n'est pas bouillie y compris pour les jeunes enfants. De plus, une salinité considérable est constatée surtout autour de Lac Abbé.

#### *L'élevage et l'agriculture*

Il a été difficile d'estimer avec précision l'ampleur des pertes en bétail.

La population déplore systématiquement une diminution de la taille du cheptel. Cependant, il s'avère plus compliqué de chiffrer les pertes réelles. De plus, il a été difficile d'évaluer la proportion de bétail disparu au cours d'une période relativement récente (3 mois). La majorité de la population tend à se référer à la période où « tout allait bien » car la notion de temps est différente pour les citadins et les ruraux. Très peu de cadavres d'animaux ont été constatés effectivement (Abaïtou et Sankal). En fin de journée, des troupeaux de retour de pâturage ont été fréquemment observés. En apparence, les caprins sans être gras semblent avoir un pelage non excessif et relativement en bonne santé.

La perception générale est que la perte en bétail remonte à plusieurs années et serait de l'ordre de 40 à 50 %.

---

<sup>3</sup> - Equipe 3 : Nasri Houssein, ONARS (point focal et rapporteur), Naouar Labidi, Expert PAM, Idil Ahmed, monitrice PAM, Ali Guirreh Responsable Elevage, District de Dikhil. Equipe 4: Souad Souleiman, MAEM/RH (point focal), Kaltoum Ahmed, PNUD, Saada Ahmed, monitrice PAM.

Les principales pathologies signalées sont les maladies respiratoires et parasitaires (toux, tiques...). En outre, la fraîcheur semble être un facteur important de mortalité.

Quelques périmètres de cultures maraîchères ont été observés aux alentours d'As-Eyla ainsi que tout au long de la route principale particulièrement autour d'Abaitou. Des besoins en assistance technique ont été signalés.

#### *Sécurité alimentaire, accès aux marchés et sources de revenus*

La population dépend en grande partie des transferts monétaires des proches installés à Djibouti-ville ou au chef lieu de district. Dans les zones les plus reculées, la population ne bénéficiant pas de l'aide familiale, semble avoir recours à un certain nombre d'activités lucratives leur permettant de diversifier leurs sources de revenus. Il s'agit, dans la plupart des cas, de la vente des feuilles de palmier (*doum*). Par ailleurs, le troc du sel contre les produits alimentaires existe également mais les marchés sont saturés en Ethiopie. En raison de la diminution progressive de la taille des troupeaux les ventes de bétail ont baissé et ne constituent plus, depuis un certain nombre d'années déjà, la source de revenus principale.

#### *Alimentation*

Généralement, la population consomme 2 repas par jour. Dans les zones rurales la population se procure du maïs et du sorgho en Ethiopie, dans les localités plus urbaines ce sont davantage de produits venant de Djibouti (pâtes alimentaires, huile, riz, sucre) qui sont consommés. Les distributions alimentaires du PAM constituent un apport important pour les populations et couvrent l'essentiel du district. Dans les localités enclavées, la solidarité entre les différentes familles est également très forte.

#### *Santé, nutrition et services*

La situation nutritionnelle ne semble pas alarmante mais des cas de malnutrition ont été constatés : une vingtaine de cas sur un total de 239 enfants mesurés. Il s'agit en général de très jeunes enfants âgés de un à deux ans, avec un périmètre brachial autour de 11-12 cm. Les enfants mal nourris sont apparemment malades depuis plusieurs mois, et souffrent dans la majorité des cas de diarrhée persistante. Au CMH de Dikhil, il n'existe plus de protocole de traitement de la malnutrition.

La population déplore un accès limité aux soins. Les structures de santé sont rares et limitées dans la plupart des cas aux postes administratifs. Pour la population vivant dans les diverses localités et campements, il s'agit de trajets importants et le service tend à être insuffisant par rapport aux besoins (médicaments, personnel limité).

Le CMH de Dikhil est par ailleurs inaccessible à la population rurale ne disposant pas de famille sur place susceptible de les héberger.

Des équipes mobiles sont toutefois opérationnelles dans le district.

Les maladies fréquemment citées ou constatées sont les diarrhées, affections respiratoires, des maladies des yeux (conjonctivite et irritations).

### **3. Les recommandations et/ou priorités de la population**

- ✓ Poursuivre l'assistance alimentaire
- ✓ Améliorer l'accès à l'eau et réhabiliter les forages non fonctionnels
- ✓ Aménager les points d'eau et construire des abreuvoirs
- ✓ Mettre en place des programmes d'éducation à la santé
- ✓ Mettre en place les moyens humains, techniques et matériels nécessaires pour les services vétérinaires
- ✓ Prévoir un stock d'aliments pour bétail
- ✓ Fournir l'encadrement technique en matière d'agriculture

- ✓ Etendre la couverture sanitaire en augmentant le personnel de santé

## **ANNEXE A.4 – DISTRICT DE TADJOURAH**

### **1. Les antécédents**

Les équipes ont visité les 24 localités suivantes : Hagandeh, Balho, Malaho, Andaba, Assa gueila, Diri, Kalassa, Adaylou, Hallou, Bakol Ripta, Magdoul, Wabeyta, Guirori, Randa, Ganfa, Sissawa, Ambabo, Doda, Otye, Assal, Silalomehé, et enfin Dorra.<sup>4</sup>

### **2. Les faits et les conclusions**

#### *Pluviométrie*

Les zones côtières, ainsi que la région de Weima (centre) ont bénéficié de la pluie de ces trois dernières semaines (Dada). A la région de Dorra, nous avons observé une aridité du sol. Le manque d'eau est accentué au nord Ouest de Tadjourah, et particulièrement à Hagandeh, Balho et Malaho depuis plus d'une année d'après les informations recueillis lors des entretiens.

A Assa Gueila, nous avons visité, un forage construit et en bon état qui néanmoins ne fonctionne pas manque d'entretien et de carburant pour le moteur à pompe. 37% de la population des zones parcourues boivent d'une retenue d'eau à une moyenne de 5 km de leur site, à l'Ouest et nord Ouest du district (Madgoul, Annaba, Doda, Ottoy, Diri, Hallou), 31% grâce à un puit traditionnel (Gawra, Silalmehé, Guirori, Wabeyta) et près de 19% et 6% respectivement d'une source d'eau et d'un forage.

64% de la population ont un moyen de transport de l'eau soit à dos d'âne ou de dromadaire, et 36% des ménages interrogés affirment transporter l'eau par eux-mêmes et surtout par les femmes et jeunes filles. Une majorité de 55% des interviewés nous ont affirmé qu'il n'avait aucun problème quant à la qualité de l'eau, et aucune salinité n'a été rapportée.

#### *Accessibilité et pistes*

Les pistes sont impraticables excepté dans la zone côtière, l'accès est très difficile, et assez dangereux.

#### *Transhumance et cheptel*

Une forte majorité des personnes interrogées, à peu près (83%), nous ont dit qu'elle ne s'est pas déplacée au cours de trois derniers mois, (ces ménages se sont sédentarisés depuis au moins 2 ans) se rapprochant ainsi des agglomérations urbaines. Dans 57% des cas les enfants ne vivent pas avec leur parents directs, et sont envoyés aux villes avoisinantes, recueillis par la famille proche et ou élargie pour poursuivre le cursus scolaire. Cette donnée ne concerne uniquement les garçons. 20% des familles accueillent des orphelins issus de leurs proches.

Cette majorité qui n'a pas migré au cours du dernier trimestre nous a affirmé avoir perdu leur cheptel du moins 30 à 40% suite à une longue période de sécheresse, suivi de la pluie qui a achevé le peu de cheptel qui leur restait déjà démuné physiquement. *Notez cependant à part une vingtaine de cadavre de chèvres, dans la localité d'Adaylou, nous n'avons pas pu voire l'ampleur du dégât sur le terrain.*

---

<sup>4</sup> - Les équipes 4, 5 et 6 étaient composées du Programme Alimentaire Mondial, le Croissant Rouge Djiboutien, le Fonds Social du Développement, le HCR ainsi que différents représentants du gouvernement Djiboutien, tel que l'Agriculture, l'Elevage et le Ministère de l'Intérieur, Santé.

44% des ménages soutiennent que les pathologies du cheptel ont nettement augmenté ces deux derniers mois à cause de la fraîcheur (pneumonie, rhume) et au semestre dernier le manque de pâturage, et d'eau (dénutrition, maigreur, fausse couche ...). Des dispositions ont été prises notamment la construction des huttes et autres enclos pour les petits ruminants.

Les ventes du cheptel ont sensiblement diminuées en partie en raison de leur dévalorisation par rapport aux années précédentes (condition physique pauvre, peu de marge de manoeuvre de négociation). En outre, le marché de Tadjourah concentre toutes les transactions commerciales. Il nous a été, par ailleurs, difficile d'arrêter une taille exacte de chèvres et de dromadaires mais nous avons tout de même noté que beaucoup de familles interviewées essayent déjà de développer des mécanismes de subsistance pour faire face à la situation.

#### *Marché*

Les prix de produits de base et ou les valeurs absolues sur le marché ont augmenté. Certains parlent de doublement de la valeur habituelle des marchandises. Par exemple, le prix du maïs est passé de 2000 à 4500 FD incluant les frais de transport. Les produits alimentaires de base sont disponibles au marché de Tadjourah, à part pour certaines localités tel que Wabeyta et autres points de campements proches où l'approvisionnement se fait à partir d'Assa Gueila. On enregistre des ruptures de stock important dans la durée. D'autres campements (Balho, Hagandé) se ravitaillent en Ethiopie et pratiquent le troc.

Pour pouvoir rester dans leur budget malgré la baisse du prix de vente de leur cheptel et l'augmentation des prix sur le marché, plus de 90% des familles ont diminué en quantité et en qualité des produits habituellement achetés.

#### *Revenus*

La vente du bétail reste toutefois la principale ressource des ménages (48%) combinée toutefois en grande partie soit à des transferts monétaires de leur parents vivant en ville et ou des petits commerces tel que l'artisanat (nattes traditionnelles, et autres ornements ...), vente de bois de chauffe, charbon, et de feuilles de palmier. 12% des familles visitées bénéficient de la retraite. Dans aucun entretien conduit, la vente de produits laitiers ou d'origine animale n'est rajoutée dans les avoirs de la famille. Il nous a été parfois difficile de situer les ressources de la famille, les gens n'étant pas disposés à parler. Les dépenses sont essentiellement dans l'alimentation pour la consommation humaine et animale suivies par les vêtements et autres besoins du ménage.

#### *Nutrition*

Très peu (moins de 5%) des personnes visitées mangent moins de deux fois par jour dû plus à une accoutumance qu'à une insuffisance de nourriture. Il faut toutefois noter que la variété et les valeurs nutritives des mets sont très pauvres et peu équilibrées. Quant aux changements par rapport à l'origine des produits consommés à court terme (trois derniers mois), les ruraux continuent toujours à acheter avec leurs propres ressources, en plus de l'assistance alimentaire du PAM. Toutes les localités à l'exception de Ganfa proche de Ripta ont reçu une aide alimentaire au mois de décembre dernier. La majeure partie est en rupture de stock. Un peu plus de 6% des enfants mesurés sont sévèrement malnutris, (zone rouge), et présentent toutes les symptômes de la malnutrition : maigreur, visage lent, odéma ... particulièrement dans la région Ouest et Nord Ouest du district de Tadjourah.

#### *Education*

Le quasi totalité des enfants inscrits dans les écoles n'a pas abandonné le cursus scolaire. Toutefois, les filles ne sont toujours pas prioritaires quant à leur éducation surtout dans les familles semi-nomades.

### **3. Les recommandations**

- ✓ Réhabilitation du forage d' Assa –Gayla

- ✓ « Food for Work » pour le réaménagement des pistes rurales
- ✓ Proposer des projets maraîchers pour les sédentaires
- ✓ Entretien des retenues d'eau (Madgoul /Andaba)
- ✓ Construction de barrage des eaux pour conserver les eaux pluviales
- ✓ Mettre en place des périmètres fourragers
- ✓ Maintenir l'assistance alimentaire jusqu'à la saison prochaine
- ✓ Mettre en place des programmes micro finance pour les régions rurales

## **ANNEXE A.5 – DISTRICT D'OBOCK**

### **1. Les antécédents**

Les équipes 8, 9 et 10 ont visitées les localités/sites/villages suivants : Indaï, Orobor, Dallay-Af, Medeho, Guehere, Khor-Anga, Lahassa, Awria, Hamar, Alaïli Dadda, Andoli, Dagadoo, Adodaba, Illisola, Falaka, Waddi, Oulma, Fanteherou, Follo.<sup>5</sup>

Nombre de ménages interviewés : 53

Nombre de responsables des localités : 15

Nombre de services : Ecoles (2), Centres de santé (2) et l'hôpital d'Obock

Dénutrition Infantile : 73, y compris 30 (vert), 27 (blanc) et 16 (rouge)

### **2. Les faits et les conclusions (de l'impact de la sécheresse)**

#### *Constat*

Mouvement de la population et du cheptel vers les Mablàs à la recherche du pâturage et de l'eau

Problème d'approvisionnement en eau potable des populations ;

Problème d'accessibilité physique à l'eau ;

Problèmes liés à la production agricole (manque de matériels ; manque d'eau ; manque d'encadrement technique ; manque d'intrants agricoles)

Manque d'eau courante dans les centres de santé et les écoles.

Périmètre agricole (jardins) : petits jardins villageois des fois clôturés ; la desserte de l'eau se fait par arrosage manuel ; les principales cultures sont des tomates des oignons, poivrons.

---

<sup>5</sup> - Mr. Said Khaireh, Ministère de l'Agriculture, Mr. Claude Larminier, FAO/PNUD, Mr. Mohamed Aden, Médecin Chef d'Obock, Mr. Ali Mohamed Ali, Ministère de l'Intérieur, Mr. Houssein Ahmed Mogbel, Ministère Agriculture basé à Obock, Mr. Ali Rouffa, UNICEF, Mr. Loïc Duarte, SCAC, Mr. Amadou Bocoum, PAM, Melle Hinda Abdillahi, PAM, Melle Moumina Aboubaker, PAM.

*Production Agricole et sécurité alimentaire*

Cheptels : maigre (manque de pâturage et eau) ; cadavres (chameaux ; petits ruminants) ; prédateurs (une cause de perte du cheptel)

Pathologies - maladies : pneumonie, brucellose, galle et tique

Disponibilité alimentaire : ressources de l'élevage / pêches (lait, viande, poisson), maraîchages (faibles)

Accessibilité alimentaire : assistance alimentaire du PAM, assistance familiale et solidarité dans le village

Utilisation alimentaire : hygiène dans la préparation (problème de santé)

Santé Adultes : paludisme, tuberculose et anémie

Santé Infantile : diarrhée, conjonctivite et anémie

### **3. Les recommandations**

Afin d'assurer à la population et aux animaux un accès à l'eau, eau potable en particulier et une sécurité alimentaire.

*Immédiates*

- ✓ Poursuite de l'assistance alimentaire aux populations vulnérables
- ✓ Amélioration de l'approvisionnement en eau potable de la population (puits, retenues d'eau, forage) basée sur des études géophysiques et hydrogéologiques
- ✓ Aider à la création des activités agricoles alternatives pour sécuriser les populations au plan alimentaire
- ✓ Assistance en matériels et encadrement de la population en matière de pêche (zone côtière)
- ✓ Productions fourragères
- ✓ Assistance vétérinaire du cheptel
- ✓ Doter les centres de santé en personnel, en matériels et en médicaments.

*Recommandations à court et moyen terme*

- ✓ Travaux de réhabilitation
- ✓ 8 puits traditionnels
- ✓ 3 réservoirs
- ✓ Fourniture de matériel
- ✓ 4 pompes immergées + panneaux solaires + batteries
- ✓ Tuyauterie et raccords galva
- ✓ Grillage pour clôture de jardins et outillages (pelles, pioches, brouettes)
- ✓ Produits chimiques pour traitement des parasites (exemple : maladie des tomates)

## **ANNEXE A.6 – DISTRICT DE DJIBOUTI VILLE**

### **1. Les antécédents**

Les équipes 11 et 12 étaient chargées de l'évaluation dans le district de Djibouti. Celle-ci s'est faite entre le mardi 7 et le jeudi 9 février 2006.<sup>6</sup> Les régions périphériques de la ville de Djibouti incluent Nagad, Doua, Parc à bétail, PK12, Doralé et PK20.

Plusieurs indicateurs ont été pris en compte dans cette enquête, à savoir le nombre de population potentiellement affectée par la sécheresse, la population déplacée, la population vulnérable, les besoins immédiats de ces populations, le stock de bétails et l'état de santé de ce bétail, l'impact potentiel de la sécheresse sur les animaux, la qualité et la quantité d'eau disponible aux populations, l'évolution de l'état de santé des populations.

### **2. Les faits et les conclusions**

#### ***Régions de Doua, Nagad, PK12 et Parc à bétail***

Les équipes ont interviewés 5 responsables de localité, 3 dans les services et 2 auprès de chefs de localités (Doua et Nagad), puis 12 ménages et mesurer la périmètre brachial sur environ 60 enfants.

Les constantes observées dans des zones visitées incluent :

- ✓ Le problème d'eau surtout dans les zones de Pk12, parc à bétail, et secteur de Doua :
  - Doua : plusieurs sources d'eau (fontaines, puits,..) ; la seule zone où l'eau manque est celle près de l'école ; de plus l'eau est légèrement salée. Les habitants ne disent pas affectés de la sécheresse. Le bétail reste dans les environs pour brouter.
  - Nagad : manque de points d'eau ; les habitants parlent d'une sécheresse chronique.
  - PK12 : L'eau est accessible aux populations, même si elle est assez chère pour les déplacés d'Ambouli qui sont ravitaillés par citernes privées (FDjib 100/fut).
  - Parc a bétail : Même si l'accès à l'eau est difficile, c'est l'accès aux services de santé qui a été mentionné comme le problème le plus pressant. Un ménage venait d'arriver dans le site : un ménage de Hol-Hol, déplacé à cause de la sécheresse.
- ✓ Le chômage qui touche plus de 60% de la population, notamment à PK12 où celui-ci est flagrant.
- ✓ L'anémie a été mentionnée une fois, au centre de santé de PK 12 mais ce médecin nous a confirmé ne pas avoir les moyens cliniques de vérifier la présence ou non d'anémie. Quant à la malnutrition observée, elle était surtout liée à la maladie (diarrhée persistante) donc plutôt à un manque d'accès aux soins (Nagad – 1 cas de malnutrition sévère due à une diarrhée de plusieurs mois dans une localité non desservie par un centre de santé) et à un manque d'hygiène (notamment à PK 12)
- ✓ À PK12, la perte importante du cheptel (40 à 60%) comparée aux années précédentes selon les responsables de localité. Ce n'était pas le cas à Doua et Dorale.
- ✓ Le problème d'hygiène et de salubrité, dans toutes les zones visitées.
- ✓ L'accès aux services de soin :

---

<sup>6</sup> - Les équipes 11 et 12: deux cadres de la Direction de l'eau (ONED), M. Ali Youssouf et Melle Deka Khaireh, trois représentants du Ministère de l'Intérieur, d'une représentante de l'OMS Mme Christine Lamoureux et d'une représentante du PAM, Mme Samia Abdi.

- Douda et Nagad : pas de centre de santé ; les habitants doivent se déplacer à Djibouti ville.
- Parc à bétail : pas de centre de santé. Les habitants se rendent à PK12
- PK 12 : un seul centre de santé (sans électricité, sans eau et sans transport) pour une grande population

✓ Les revenus des habitants sont envoyés par des proches vivant en ville, mais aussi de l'aide du PAM

### **Régions de Doralé et PK20**

Une équipe a interrogé un responsable de service (professeur dans l'école de Doralé), puis trois ménages et mesurer le périmètre brachial sur environ 20 enfants. A noter que les responsables des localités étaient absents à du passage des équipes.

Les constantes observées dans ces régions incluent :

- ✓ Le problème d'accès à l'eau dans les zones de Doralé et de PK 20. A Dorale, la population se ravitaille par des camions citernes (1 fût pour 100FD)
- ✓ Le chômage qui touche plus de 70% de la population
- ✓ Le problème de la malnutrition pour les enfants de bas âges (donner les chiffres -peu nombreux-, l'âge et le type de malnutrition -modérée principalement-)
- ✓ La perte du cheptel se chiffre à plus de 60% comparée aux années précédentes selon les éleveurs
- ✓ Le problème d'hygiène et de salubrité
- ✓ Un manque d'accès aux soins de santé de base : le centre de santé n'est pas opérationnel et le centre de santé de Dorale est visiblement sous-équipé (l'infirmier n'était pas présent lors de la visite)
- ✓ Les revenus des habitants sont envoyés par des proches vivant en ville, mais aussi les habitants vivent de l'aide alimentaire du PAM.

### **3. Les recommandations**

- ✓ PK12 : Soutenir le centre de santé et le fournir en eau et électricité. Ajouter un centre de santé, si possible. Le centre de soin est sous équipé et les enfants présentent des signes de malnutrition sévère. Sur 20 enfants mesurés (pas tous au centre), 7 présentaient des signes de malnutrition sévère et des problèmes de paludisme (à noter que l'équipe n'a pas été en mesure de parler de paludisme car le centre n'a aucun moyen de tester la présence ou non du parasite). La majorité des cas, sinon tous les enfants malnutris sévères ont été mesurés en centre de nutrition. La malnutrition à PK 12 est liée à « un manque d'hygiène et à un manque de nourriture due au manque de revenu, non pas due à la sécheresse, selon le médecin ».
- ✓ Doua, Nagad et Parc à bétail : Fournir un centre de santé à Doua et un poste de santé à Nagad. Des problèmes de malnutrition modérée également chez les enfants de moins de 5 ans (voir en annexe B le détail des chiffres). Des problèmes d'eau existent également.
- ✓ Enfin les problèmes de perte du cheptel dans tous ces régions sont dus aux tics, pneumonie et diarrhée en cette période hivernale
- ✓ Doralé : Améliorer la distribution d'eau de qualité à cette zone. (La région présente des graves problèmes d'eau et les prix des aliments sont légèrement supérieurs à ceux de la ville. Certaines personnes n'ont pas le moyen de s'acheter de l'eau tous les jours et se ravitaillent d'un puits situés à proximité non couvert et où l'eau est trouble).
- ✓ PK20 : Fournir un centre de santé fonctionnel (Cette région présente des problèmes au niveau de la santé, avec un centre de soin de centre non fonctionnelle (pas de médicament et d'employer). Les

enfants présentent des problèmes de pneumonie et de diarrhée en cette période hivernale. Le cheptel est touché en grande partie par ces maladies).

## **ANNEXE B – LES DONNEES STATISTIQUES ET CARTOGRAPHIQUES**

- TABLEAU DE POPULATION
- CARTE DE PLUVIOMETRIE
- TABLEAU DES POINTS D'EAU VISITES DURANT L'EVALUATION RAPIDE
- NUTRITION -TABLEAU/COMPILATION DES DONNEES PAR DISTRICT (NOMBRE D'ENFANTS  
MESURES, RESULTATS)

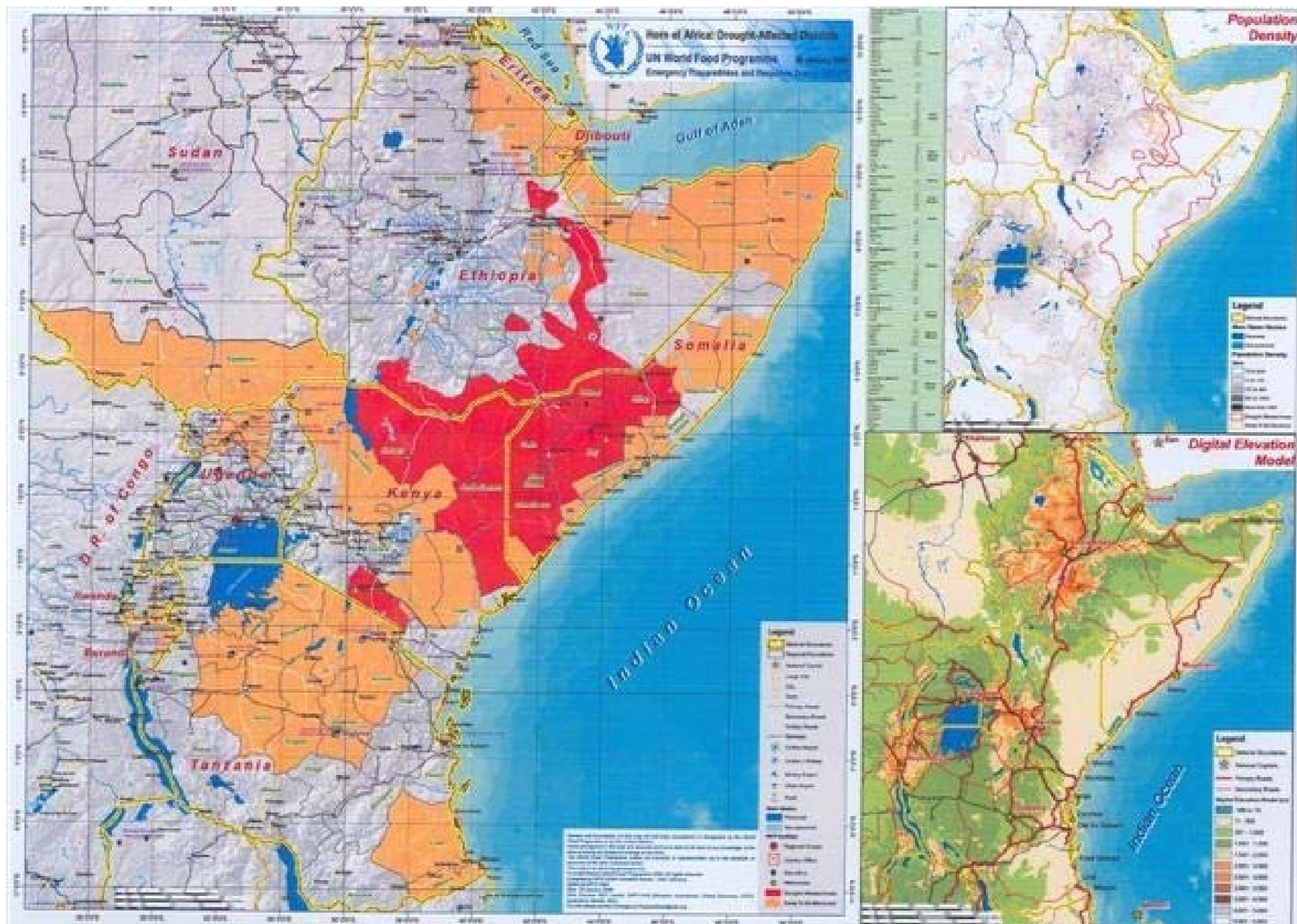
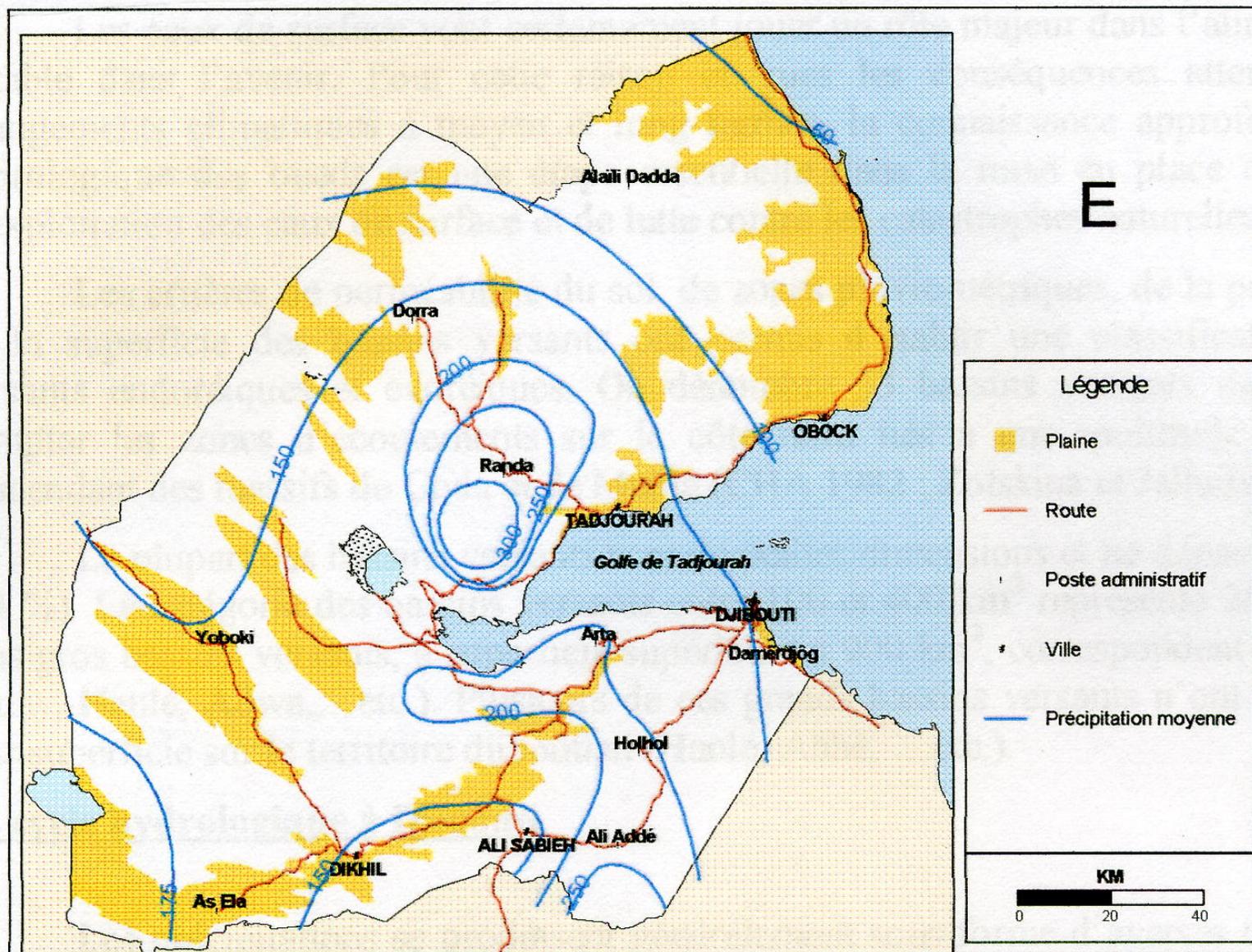


Figure 1: Précipitations moyennes annuelles (mm)



## **TABLEAU D'ANALYSE DE MALNUTRITION PAR DISTRICT**

DISTRICTS	NBRE D'ENFANTS (mesurés)	NBRE DE CAS DE NUTRITION NORMALE	NBRE DE CAS MALNUTRITION MODEREE	NBRE DE CAS MALNUTRITION SEVERE
PERIPHERIE DE DJIBOUTI	63	48	9	6
DIKHIL	239	172	43	24
TADJOURAH	67	46	11	10
ALI-SABIEH	133	112	11	10
OBOCK	72	29	27	16
ARTA	72	56	13	3
<b>TOTAL</b>	<b>646</b>	<b>463</b>	<b>114</b>	<b>69</b>

**SOURCE** : Rapport des équipes de la mission d'évaluation multisectorielle de l'impact de la sécheresse.

## **ANNEXE C – LES SOURCES UTILISEES**

- L'appel du Gouvernement de Djibouti à la communauté internationale du 19 janvier 2006
- La réponse du Résident Coordinateur offrant l'appui du Système des Nation Unies, 22 janvier 2006
- Les rapports de FEWSNET
- Les rapports des commissaires de district sur l'impact de la sécheresse, février 2006
- L'évaluation saisonnière ONARS /PAM/FEWSNET du 27 novembre au 8 décembre 2005
- L'évaluation rapide de la nutrition et de la santé dans les zones touchées par la sécheresse, conduite par l'OMS et le Ministère de la Santé en collaboration avec l'UNICEF et le PAM, datée du 15-22 mai 2005



ANNEXE E – LA COMPOSITION DES EQUIPES ET COUVERTURE GEOGRAPHIQUE

District	Secteur	Point Focal	Equipe
		1-synthétiser les données 2-participer à la rédaction du rapport	
ARTA	Damerjog Arta	<b>Equipe 1</b> : ONARS (Elmi Ahmed)	<b>Equipe 1</b> : véhicule PAM +Halimo Moussa (monitrice PAM) + PNUD (Harbi Omar) + Ministère de l'éducation Daoud Zeid + <i>Ministère de l'Agriculture (Mr. Abdi Bouh)</i>
ALI SABIEH	Ali Sabieh Hol Hol Ali Adde	<b>Equipe 2</b> : Ministère de l'Agriculture (Dr Moussa Ibrahim)	<b>Equipe 2</b> : véhicule HCR (Hassan Said) + UNICEF (Thomas Davin) + Safa Abderahmane (monitrice PAM) + Ministère de la Santé (Dr Moktar)
DIKHIL	Periph Dikhil Mouloud As Eyla Yoboki	<b>Equipe 3</b> : ONARS (Nasri Houssein)  <b>Equipe 4</b> : Ministère de l'Agriculture (Mme Souad Suleiman)	<b>Equipe 3</b> : véhicule PAM + expert PAM (Naouar Labidi) + <i>Ministère de l'Agriculture (Omar Bangid)</i> + Ministère de la Santé (Dr Mohamed Hachi) + Idil Ahmed (Monitrice PAM)  <b>Equipe 4</b> : véhicule PAM + Saada Ahmed (monitrice PAM) + kaltoum Ahmed (PNUD) + <i>Ministère de l'Agriculture (Mr. Ali Guirreh Djama)</i>
TADJOURA	Dorra Randa Tadjoura	<b>Equipe 5</b> : (Ministère de l'agriculture)  <b>Equipe 6</b> : ONARS (Mohamed Ali Abdallah )  <b>Equipe 7</b> : Fond Social (Ali Mohamed Ali)	<b>Equipe 5</b> : véhicule Croissant Rouge + 2 pers Croissant Rouge (Mr Mouktar Osman) + Amya monitrice PAM  <b>Equipe 6</b> : véhicule UNICEF + Vindtou (HCR) + Anissa Hassan (Fonds Social) + Ministère de la Santé (Dr Houmed)  <b>Equipe 7</b> : véhicule PAM + Halimo Houssein (PAM) + Ministère de l'Agriculture (Mr. Abdallah Bourhan)
OBOCK	Alaili Dadda Obock Front de mer	<b>Equipe 8</b> : Ministère de l'Agriculture (Mr. Said-Khaireh)  <b>Equipe 9</b> : Ministère de l'Intérieur (Ali Mohamed)  <b>Equipe 10</b> : Ministère de l'Agriculture (Mr. Houssein Mockbel)	<b>Equipe 8</b> : véhicule PNUD + expert FAO/PNUD (Claude Larminier) + Moumina Aboubakar (PAM)  <b>Equipe 9</b> : véhicule PAM (Amadou Bocoum) + Ministère de la Santé (Dr Mohamed Aden)  <b>Equipe 10</b> : véhicule UNICEF (Ali Rouffah) + SCAC (Loic Duarte) + Hinda (monitrice PAM)
DJIBOUTI	Djibouti ville	<b>Equipe 11</b> : ONED (Mr. Ali Youssef)  <b>Equipe 12</b> : Ministère de l'intérieur (Omar Hassan assistant du commissaire, district de Djibouti)	<b>Equipe 11</b> : véhicule ONED + monitrice PAM (Samia)  <b>Equipe 12</b> : véhicule OMS + OMS (Christine Lamoureux)

## ANNEXE F – L'OUTIL DE COLLECTE

### Annexe F.1 - RESPONSABLE(S) DE LA LOCALITE

INDICATEURS / QUESTIONS	LOCALITE : Coordonnées GPS :	
<b>DONNEES TRANSVERSALES</b>		
<b>Total de la population de la localité:</b> Si possible, nombre de ménages		
<b>Y a-t-il eu des déplacements au sein de votre communauté au cours des 3 derniers mois?</b> Raisons du déplacement et caractère usuel ou exceptionnel du déplacement	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non  <input type="checkbox"/> recherche de meilleurs pâturages <input type="checkbox"/> recherche d'emploi en ville  <input type="checkbox"/> sédentarisation par suite de pertes d'animaux <input type="checkbox"/> autre	
<b>Population infantile :</b> Au sein de votre communauté y a-t-il des familles dont les enfants se trouvent hors de la localité?  Si, oui où sont-ils ?  Y a-t-il des enfants séparés de leur famille accueillis au sein de votre communauté?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non  <input type="checkbox"/> avec des membres de la famille/famille élargie <input type="checkbox"/> auprès d'autres familles (travaux domestiques) <input type="checkbox"/> en brousse/gardien de troupeaux  <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
Partenaires/Institutions nationales actifs  Y a-t-il des partenaires ou institutions locales ou internationales actives dans la zone ?  Si oui, quels sont leurs domaines d'expertise?  Ces organismes pourraient-ils, si besoin est, être des partenaires de mise en œuvre de programmes ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non  <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	Nom / Expertise
<b>Accessibilité :</b> La localité est-elle facilement accessible ? Par 4X4 ? Par camions ? Quel est l'état des routes ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	

<b>EAU ET ASSAINISSEMENT</b>		
<b>Quelle est la principale source d'eau?</b> (si plusieurs sources, détailler) forage, puits, retenues d'eau, autre...	Type : Nombre : Nom(s) :	
<b>Y a-t-il des installations hydrauliques et sources d'eau <u>non utilisées</u> dans ou à proximité de la localité?</b>	Type :	Commentaires additionnels

<p><b>Si oui, combien ?</b></p> <p><b>Si oui, pour quelles raisons :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ taries (si pas taries, estimation de la baisse du niveau de l'eau dans le puit dans les 3 derniers mois)</li> <li>✓ non fonctionnelles</li> </ul>	<p>Nombre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> taries</li> <li><input type="checkbox"/> non fonctionnelle / manque de moyens</li> <li><input type="checkbox"/> non fonctionnelle / problème technique</li> <li><input type="checkbox"/> autre (préciser) :</li> </ul>	
<p><b>La population a-t-elle accès à la même quantité d'eau qu'il y a trois mois ?</b></p> <p>Si oui, <b>combien de jerrycan/outre d'eau sont utilisés par jour et par personne ?</b> (en déduire le nombre de litre)</p> <p>Si non, dans quelle proportion est la perte? (pourcentage)</p>	<p><input type="checkbox"/> oui      <input type="checkbox"/> non</p>	<p>Commentaires additionnels</p>
<p><b>Y a-t-il des habitants qui n'ont pas accès à l'eau dans un rayon de moins de 5 km ou 2-3 heures de marche ?</b></p> <p>Si oui, nombre de km/heures de marche ? et raisons ?</p>	<p><input type="checkbox"/> oui      <input type="checkbox"/> non</p>	<p>Commentaires additionnels</p>
<p>Y a-t-il des habitants de la localité qui n'ont pas accès à de l'eau potable ?</p> <p>Si oui, raisons?</p>	<p><input type="checkbox"/> oui      <input type="checkbox"/> non</p>	<p>Commentaires additionnels</p>
<p><b>La population dispose-t-elle en général d'animaux pour le transport de l'eau (chameaux/ânes) ?</b></p>	<p><input type="checkbox"/> oui      <input type="checkbox"/> non</p>	<p>Commentaires additionnels</p>
<p><b>Hygiène/Salubrité :</b> La population utilise-t-elle la même source d'eau que le bétail ?</p>	<p><input type="checkbox"/> oui      <input type="checkbox"/> non</p>	<p>Commentaires additionnels</p>
<p><b>Qualité de l'eau</b></p> <p>Au cours des derniers 3 mois y a t-il eu des changements dans les aspects de l'eau ? Le goût (salinité) ?</p>	<p><input type="checkbox"/> oui      <input type="checkbox"/> non</p>	<p><b>Observations complémentaires</b></p> <p>Exemple : animaux morts auprès des sources d'eau</p>
<p>La population fait-elle bouillir l'eau ? Utilise-t-elle des produits pour traiter l'eau (chlore, eau de javel, etc. à préciser)</p>		
<p>Quels systèmes de <b>stockage d'eau</b> sont quotidiennement utilisés par la population?</p>		
<p>Est-ce que l'eau est payante ?</p>	<p><input type="checkbox"/> oui      <input type="checkbox"/> non</p>	
<p><b>Dispositions prises par la localité</b> pour répondre aux problèmes d'accès à l'eau ?</p> <p>Avez-vous des propositions pour améliorer cet accès ?</p>		

PRODUCTION AGRICOLE ET SECURITE ALIMENTAIRE		
Cheptel total Taille et composition Auparavant -il y a 3 mois- Maintenant	<input type="checkbox"/> Chameaux --- --- <input type="checkbox"/> Chèvres --- --- <input type="checkbox"/> Vaches --- --- <input type="checkbox"/> Autres --- ---	Commentaires additionnels
Quelles ont été les pertes en bétail ces trois derniers mois ? <i>Décrire si squelettes d'animaux sont observés dans ou autour de la localité</i>		Commentaires additionnels
Si les animaux sont conduits hors de la localité, à combien de kilomètre du site/campement, pour combien de temps ? <b>La vente de bétail</b> au cours des 3 derniers mois a-t-elle été habituelle ou exceptionnelle ? Si vente exceptionnelle, quelles en sont les raisons?	<input type="checkbox"/> habituelle <input type="checkbox"/> exceptionnelle	Commentaires additionnels
Evolution et type des principales pathologies (maladies) affectant le bétail ? Raisons?		Commentaires additionnels
<b>Quelles sont les dispositions prises</b> pour répondre aux risques affectant le cheptel ? Y a-t-il des dispositions différentes de celles prises l'année passée ? Lesquelles ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	Commentaires additionnels
<b>La population pratique-t-elle l'agriculture (production végétale)?</b> Si oui, quel type ? Quelle est la taille des superficies cultivées par rapport à la saison précédente ? Si changement, pourquoi ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> supérieures <input type="checkbox"/> égales <input type="checkbox"/> inférieures	Commentaires additionnels
Accès au marché <b>Quels sont les changements au niveau des marchés</b> des produits alimentaires ? structure des marchés comportement des commerçants consommateurs Evolution des prix (proportion) Disponibilités des produits alimentaires sur les marchés <b>Demande au niveau des marchés</b>	<input type="checkbox"/> supérieures <input type="checkbox"/> égales <input type="checkbox"/> inférieures <input type="checkbox"/> égales <input type="checkbox"/> inférieures	Commentaires additionnels
Sources de revenus <b>Quelles sont les principales sources de revenus de la population?</b> vente de bétail, vente de produits laitiers et autres produits d'origine animale, autres activités (maraîchage, pêche, commerce, artisanat, collecte de bois, etc.), transferts monétaires (parents vivant en ville), autres... Chiffrer l'ordre de priorité de 1 à 5 (1 étant la principale source)	Sources de revenus par ordre d'importance	Commentaires additionnels
<b>Stratégies d'adaptation</b>		Commentaires additionnels

<p>Quelles sont les stratégies mises en place dans la localité pour faire face à la situation ?</p> <p>Pour combien de temps le recours à ces stratégies est-il encore possible?</p> <p>Y a-t-il des risques associés aux stratégies d'adaptation ? Lesquels ?</p>		
<b>DONNEES TRANSVERSALES</b>		
<p><b>Quels sont vos besoins immédiats et vos priorités ?</b></p> <p>Comment la situation va-t-elle évoluer s'il pleut suffisamment ?</p> <p>Y a-t-il des groupes particulièrement vulnérables au sein de la communauté ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ femmes/enfants</li> <li>✓ familles très pauvres</li> <li>✓ pertes importantes de cheptel</li> </ul> <p>Si oui, qui sont-ils et combien sont-ils ?</p>	<p><input type="checkbox"/> oui      <input type="checkbox"/> non</p>	<p>Commentaires additionnels</p>

**Annexe F.2 - RESPONSABLE(S) DE QUARTIER/LOCALITE POUR LA VILLE DE DJIBOUTI**

INDICATEURS / QUESTIONS	LOCALITE : Coordonnées GPS :	
<b>DONNEES TRANSVERSALES</b>		
<p><b>Total de la population de la localité:</b></p> <p>Si possible, nombre de ménages</p>		
<p><b>Depuis combien de temps la majorité de la population se trouve-t-elle là ?</b></p> <p><b>Y a-t-il eu des personnes récemment arrivées</b> (au cours des 3 derniers mois)?</p> <p>Raisons de ces arrivées et caractère usuel ou exceptionnel de ces mouvements</p>	<p><input type="checkbox"/> oui      <input type="checkbox"/> non</p> <p><input type="checkbox"/> recherche d'emploi en ville</p> <p><input type="checkbox"/> sédentarisation par suite de pertes d'animaux</p> <p><input type="checkbox"/> autre</p>	
<p><b>Population infantile</b> : Au sein de votre communauté y a-t-il des familles dont les enfants se trouvent hors de la localité?</p> <p>Si, oui où sont-ils ?</p> <p>Y a-t-il des enfants séparés de leur famille accueillis au sein de votre communauté?</p>	<p><input type="checkbox"/> oui      <input type="checkbox"/> non</p> <p><input type="checkbox"/> avec des membres de la famille/famille élargie</p> <p><input type="checkbox"/> auprès d'autres familles (travaux domestiques)</p> <p><input type="checkbox"/> en brousse/gardien de troupeaux</p> <p><input type="checkbox"/> oui      <input type="checkbox"/> non</p>	
<p><b>Partenaires/Institutions nationales actifs</b></p> <p>Y a-t-il des partenaires ou institutions locales ou internationales actives dans la zone ?</p> <p>Si oui, quels sont leurs domaines d'expertise?</p> <p>Ces organismes pourraient-ils, si besoin est, être des partenaires de mise en œuvre de programmes ?</p>	<p><input type="checkbox"/> oui      <input type="checkbox"/> non</p> <p><input type="checkbox"/> oui      <input type="checkbox"/> non</p>	Nom / Expertise

EAU ET ASSAINISSEMENT		
<p><b>Quelle est la principale source d'eau?</b> (si plusieurs sources, détailler) forage, puits, retenues d'eau, autre...</p>	<p>Type :</p> <p>Nombre :</p> <p>Nom(s) :</p>	
<p><b>Y a-t-il des installations hydrauliques et sources d'eau <u>non utilisées</u> dans ou à proximité de la localité?</b></p> <p><b>Si oui, combien ?</b></p> <p><b>Si oui, pour quelles raisons :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ taries (si pas taries, estimation de la baisse du niveau de l'eau dans le puit dans les 3 derniers mois)</li> <li>✓ non fonctionnelles</li> </ul>	<p>Type :</p> <p>Nombre :</p> <p><input type="checkbox"/> taries</p> <p><input type="checkbox"/> non fonctionnelle / manque de moyens</p> <p><input type="checkbox"/> non fonctionnelle / problème technique</p> <p><input type="checkbox"/> autre (préciser) :</p>	<p>Commentaires additionnels</p>
<p><b>La population a-t-elle accès à la même quantité d'eau qu'il y a trois mois ?</b></p> <p><b>Combien de jerrycan/outre d'eau sont utilisés par jour et par personne ?</b> (en déduire le nombre de litre)</p> <p>Si non, dans quelle proportion est la perte? (pourcentage)</p>	<p><input type="checkbox"/> oui      <input type="checkbox"/> non</p>	<p>Commentaires additionnels</p>
<p>Y a-t-il des habitants de la localité qui n'ont pas accès à de l'eau potable ?</p> <p>Si oui, raisons?</p>	<p><input type="checkbox"/> oui      <input type="checkbox"/> non</p>	<p>Commentaires additionnels</p>
<p><b>Hygiène/Salubrité :</b> La population utilise-t-elle la même source d'eau que le bétail ?</p>	<p><input type="checkbox"/> oui      <input type="checkbox"/> non</p>	<p>Commentaires additionnels</p>
<p><b>Qualité de l'eau</b></p> <p>Au cours des derniers 3 mois y a t-il eu des changements dans les aspects de l'eau ? le goût (salinité) ?</p>	<p><input type="checkbox"/> oui      <input type="checkbox"/> non</p>	<p><b>Observations complémentaires</b> Exemple : animaux morts auprès des sources d'eau</p>
<p>La population fait-elle bouillir l'eau ? Utilise-t-elle des produits pour traiter l'eau (chlore, eau de javel, etc. à préciser)</p>		
<p>Quels systèmes de <b>stockage d'eau</b> sont quotidiennement utilisés par la population?</p>		
<p>Est-ce que l'eau est payante ?</p>	<p><input type="checkbox"/> oui      <input type="checkbox"/> non</p>	
<p>Quels sont le type et l'état des sanitaires utilisés par la population ?</p> <p>S'il y a des latrines, nombre moyen de personnes par latrine</p>		
<p><b>Dispositions prises par la localité</b> pour répondre aux problèmes d'accès à l'eau ?</p> <p>Avez-vous des propositions pour améliorer cet accès ?</p>		

PRODUCTION AGRICOLE ET SECURITE ALIMENTAIRE		
Cheptel total Taille et composition Auparavant -il y a 3 mois- Maintenant	<input type="checkbox"/> Chameaux --- --- <input type="checkbox"/> Chèvres --- --- <input type="checkbox"/> Vaches --- --- <input type="checkbox"/> Autres --- ---	Commentaires additionnels
Si les animaux sont conduits hors de la localité, à combien de kilomètre du site/campement, pour combien de temps ?  <b>La vente de bétail</b> au cours des 3 derniers mois a-t-elle été habituelle ou exceptionnelle ?  Si vente exceptionnelle, quelles en sont les raisons?	<input type="checkbox"/> habituelle <input type="checkbox"/> exceptionnelle	Commentaires additionnels
Evolution et type des principales pathologies (maladies) affectant le bétail ? Raisons ?		Commentaires additionnels
<b>Quelles sont les dispositions prises</b> pour répondre aux risques affectant le cheptel ? Y a-t-il des dispositions différentes de celles prises l'année passée ? Lesquelles ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	Commentaires additionnels
<b>La population pratique-t-elle l'agriculture (production végétale)?</b>  <b>Si oui, quel type ?</b> Quelle est la taille des superficies cultivées par rapport à la saison précédente ? Si changement, pourquoi ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non  <input type="checkbox"/> supérieures <input type="checkbox"/> égales <input type="checkbox"/> inférieures	Commentaires additionnels
<b>Accès au marché</b> <b>Quels sont les changements au niveau des marchés des produits alimentaires ?</b> structure des marchés comportement des commerçants consommateurs Evolution des prix (proportion) Disponibilités des produits alimentaires sur les marchés <b>Demande au niveau des marchés</b>	<input type="checkbox"/> supérieures <input type="checkbox"/> égales <input type="checkbox"/> inférieures <input type="checkbox"/> supérieures <input type="checkbox"/> égales <input type="checkbox"/> inférieures	Commentaires additionnels
<b>Sources de revenus</b> <b>Quelles sont les principales sources de revenus de la population?</b> salarial, petits métiers, maraîchage, commerce, artisanat, collecte de bois,, transferts monétaires, autres...  Chiffrer l'ordre de priorité de 1 a 5 (1 étant la principale source)	Sources de revenus par ordre d'importance	Commentaires additionnels
<b>Stratégies d'adaptation</b>  Quelles sont les stratégies mises en place dans la localité pour faire face à la situation ?  Pour combien de temps le recours à ces		Commentaires additionnels

stratégies est-il encore possible? Y a-t-il des risques associés aux stratégies d'adaptation ? Lesquels ?		
<b>DONNEES TRANSVERSALES</b>		
Quels sont les problèmes les plus graves auxquels votre communauté fait face ? Depuis combien de temps ces problèmes durent-ils ? Quels sont vos suggestions pour pouvoir résoudre ces problèmes ?		
<b>Quels sont vos besoins immédiats et vos priorités ?</b> Y a-t-il des groupes particulièrement vulnérables au sein de la communauté ? <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ femmes/enfants</li> <li>✓ familles très pauvres</li> <li>✓ pertes importantes de cheptel</li> </ul> Si oui, qui sont-ils et combien sont-ils ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	Commentaires additionnels

**Annexe F.3 – MENAGES**

<b>INDICATEURS / QUESTIONS</b>	<b>LOCALITE :</b> <b>Coordonnées GPS :</b>	
<b>DONNEES TRANSVERSALES</b>		
<b>Vous êtes vous (vous ou d'autres membres de votre ménage) déplacés au cours des 3 derniers mois?</b>  Raisons du déplacement et caractère <b>usuel</b> ou <b>exceptionnel</b> du déplacement	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> recherche de meilleurs pâturages <input type="checkbox"/> recherche d'opportunité d'emploi en ville <input type="checkbox"/> sédentarisation par suite de pertes d'animaux <input type="checkbox"/> autre (préciser)	Commentaires additionnels :
<b>Population infantile:</b> Avez-vous tous vos enfants avec vous ?  Si, non où sont-ils ?  Avez vous accueilli des enfants séparés de leur famille ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> avec d'autres membres de la famille/famille élargie <input type="checkbox"/> placée auprès d'autres familles (travaux domestiques) <input type="checkbox"/> en brousse/gardien de troupeaux <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	Commentaires additionnels :
<b>EAU ET ASSAINISSEMENT</b>		

<b>Quelle est la principale source d'eau accessible au ménage?</b> (exemple : forage, puits, retenues d'eau, etc.)		
Combien de jerrycan/outre d'eau utilisez-vous par jour (et quantité approximative en litres)?		
Quelle distance parcourez-vous ou quel temps vous faut-il pour aller chercher l'eau quotidiennement?		
Disposez-vous d'animaux pour le transport de l'eau (chameaux/ânes) ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
<b>Hygiène/Salubrité</b> : utilisez-vous la même source d'eau que le bétail ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
Avez-vous des problèmes de <b>qualité</b> d'eau ? Salinité ? Faites vous bouillir ou utilisez-vous des produits pour traiter l'eau (à préciser) ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	Commentaires additionnels :
Quels systèmes stockage d'eau utilisez-vous quotidiennement?		
Est-ce que l'eau est payante ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
<b>Dispositions prises par vos familles</b> pour répondre aux problèmes d'accès à l'eau ?		
<b>PRODUCTION AGRICOLE ET SECURITE ALIMENTAIRE</b>		
Cheptel  Taille et composition Il y a 3 mois (Ramadan) Maintenant	<input type="checkbox"/> Chameaux ---- ---- <input type="checkbox"/> Chèvres ---- ---- <input type="checkbox"/> Vaches ---- ---- <input type="checkbox"/> Anes ---- ---- <input type="checkbox"/> Autres ---- ----	S'il y a des différences, pourquoi ?
Depuis 3 mois y a-t-il une augmentation ou diminution par rapport à l'occurrence des pathologies (maladies du bétail) ?  Si oui, pourquoi ?	<input type="checkbox"/> supérieures <input type="checkbox"/> stables <input type="checkbox"/> inférieures	Commentaires additionnels :
Si les animaux sont conduits dans un autre secteur, à combien de kilomètre du site/campement ? pour combien de temps ?  La vente de bétail au cours des 3 derniers mois a-t-elle été habituelle ou exceptionnelle ?  Si vente exceptionnelle, quelles en sont les raisons?	<input type="checkbox"/> habituelle <input type="checkbox"/> exceptionnelle <input type="checkbox"/> supérieures <input type="checkbox"/> inférieures	Commentaires additionnels :

<p><b>Dispositions prises par les familles</b> pour répondre aux risques affectant leur cheptel</p> <p>Y a-t-il des dispositions différentes de celles prises l'année passée ? Lesquelles ?</p>	<p><input type="checkbox"/> oui      <input type="checkbox"/> non</p>	<p>Commentaires additionnels :</p>
<p>Pratiquez-vous l'agriculture (production végétale)? Quel type ?</p> <p>Cultivez des superficies supérieures, égales ou inférieures à celles de la saison précédente ?</p> <p>Si changement, pourquoi ?</p>	<p><input type="checkbox"/> oui      <input type="checkbox"/> non</p> <p><input type="checkbox"/> supérieures      <input type="checkbox"/> égales <input type="checkbox"/> inférieures</p>	<p>Commentaires additionnels :</p>
<p>Accès au marché local</p> <p>Avez-vous identifié une évolution des prix -en proportion ou en valeur absolue?</p> <p>Les produits alimentaires sont-ils disponibles sur les marchés ?</p> <p>Achetez-vous les mêmes produits ?</p> <p>Si, non, expliquez quels sont les changements (quantité, qualité)</p>	<p><input type="checkbox"/> oui      <input type="checkbox"/> non</p> <p><input type="checkbox"/> oui      <input type="checkbox"/> non</p>	
<p>Sources de revenus des populations</p> <p>Décrire les différentes sources de revenus auquel le ménage a habituellement accès</p> <p>Préciser la contribution relative de ces différentes sources de revenus (pourcentages)</p>	<p>vente de bétail vente de produits laitiers et autres produits d'origine animale maraîchage pêche commerce, autres activités : artisanat, collecte de bois, charbon, feuille de palmier, sel transferts monétaires (parents vivant en ville) et autres assistances autre (préciser)</p>	
<p>Quelles sont les sources de revenus particulièrement affectées par la situation de sécheresse ?</p>		
<p>Quelle a été la réduction/perte de moyens de subsistance (production du ménage, revenus, termes de l'échange, aides, etc.) au cours des derniers 3 mois et par rapport à l'année dernière à la même époque?</p>		
<p>Dépenses type des ménages y compris dépenses non alimentaires essentielles</p> <p>Y a-t-il des changements par rapport à l'année dernière à la même époque ?</p> <p>Si, oui lesquels ?</p>	<p><input type="checkbox"/> oui      <input type="checkbox"/> non</p>	<p>Commentaires additionnels :</p>
<p><b>Stratégies d'adaptation</b></p> <p>Quelles sont les stratégies mises en place par le ménage pour faire face à la situation ?</p> <p>Dans quelle mesure cet aspect a-t-il changé par rapport à la situation habituelle (l'année dernière à la même période)?</p>		

Dans quelle mesure les stratégies d'adaptation contribuent-elles à compenser la perte (de revenus, production, etc.)?		
Pour combien de temps le recours à ces stratégies est-il encore possible? Y a-t-il des risques associés aux stratégies d'adaptation ? Lesquels ?		
<b>NUTRITION</b>		
<b>Eventuels changement dans l'alimentation des ménages par rapport à une situation habituelle (même période de l'année), que ce soit en termes de qualité ou de quantité ?</b>	Commentaires additionnels :	
Nombre de repas par jour		<input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 ou plus
Y a-t-il eu des changements par rapport à 1. l'origine des produits consommés (achats, auto-production, assistance alimentaire, dons, etc.)		<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
2. la diversité alimentaire et fréquence de consommation		<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
<b>expliquer</b>  Avez-vous reçu des vivres du PAM mi-décembre ? vous reste-t-il des stocks		<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
<b>Dispositions prises par la famille</b> pour répondre au problème de manque de nourriture?		
<b>EDUCATION</b>		
Avez-vous des enfants qui ont <b>abandonné l'école</b> depuis leur admission en classe (septembre) cette année (2006)	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
Raisons évoquées pour <b>justifier l'abandon scolaire</b>		

**Annexe F.4 – SERVICES**

INDICATEURS / QUESTIONS	LOCALITE : Coordonnées GPS : NOM /QUALITE de la/des personne(s) interrogée(s)	
<b>NUTRITION</b>		
Evolution du nombre <b>d'enfants mal nourris traités dans les centres de santé</b> du district dans les six derniers mois Présenter le nombre de cas par mois.  Si l'information est disponible, distinguer les cas de malnutrition sévère aiguë		Observations complémentaires
<b>SANTE</b>		
Evolution du <b>nombre de cas d'anémie</b> enregistrés dans les structures de santé dans les six derniers mois ? Présenter le nombre de cas par mois.		Observations complémentaires
Evolution du <b>nombre de cas de diarrhées enregistrés</b> dans les structures de santé dans les six derniers mois ? Présenter le nombre de cas par mois.		Observations complémentaires
Evolution du <b>nombre de cas de maladie de la peau</b> enregistrés dans les structures de santé dans les six derniers mois ? Présenter le nombre de cas par mois.		Observations complémentaires
Quel est l'impact de la sécheresse sur le <b>fonctionnement des structures de santé ?</b>		
<b>Quelles sont les dispositions prises par la structure de santé</b> pour répondre aux problèmes engendrés par la sécheresse ?		
<b>EDUCATION</b>		
Quel est le nombre <b>d'élèves ayant abandonné l'école</b> depuis leur admission en classe (septembre) cette année (2006)		
Quel est l'impact de la sécheresse sur le <b>fonctionnement de l'école ?</b>		
<b>Quelles sont les dispositions prises par l'école</b> pour répondre aux problèmes d'accès/abandon dus à la sécheresse ?		

